

Sommaire / Summary

| | |
|--|----|
| 🌿 Bangladesh : les enfants travaillent 64 heures par semaine | 1 |
| 🌿 Cambodge : partenariat Evalliance/Saint Blanquat & Associates Co. | 3 |
| 🌿 China : Eclat Textile plans to close its Chinese manufacturing base in Wuxi | 5 |
| 🌿 China : European companies with Chinese supply-chains brace for new anti-dumping... | 6 |
| 🌿 China : Kenneth Lo, the textile tycoon who puts people first | 9 |
| 🌿 China's investments transforming its South Asian neighbours | 15 |
| 🌿 Chine : 200 entreprises chinoise du textile vont s'installer à Marseille en 2017 | 16 |
| 🌿 Coton : les prix baissent d'après les chiffres de l'USDA | 18 |
| 🌿 Egypt : 1m sqm provided for development of textile industries in Badr city | 19 |
| 🌿 Espagne : hausse de 8 % du salaire minimum | 21 |
| 🌿 Ethiopia : Turkish tycoons to visit Ethiopia to target textile and garment sector | 22 |
| 🌿 France : le secteur du textile et de l'habillement doit changer pour avancer | 23 |
| 🌿 France : pas de coup de pouce au SMIC | 26 |
| 🌿 France : la consommation en textile et habillement prévue en baisse en 2016 et 2017 | 28 |
| 🌿 France : Decathlon s'attaque aux villes moyennes et à Intersport | 30 |
| 🌿 India : government gives fresh incentives to made-ups sector | 31 |
| 🌿 Indian textile industry adopting latest tech to meet global demand | 32 |
| 🌿 Indonesia : government urged to control flood of textile imports from China | 33 |
| 🌿 Korean outdoor brand Black Yak ties up with giant Hyosung | 35 |
| 🌿 Laos : les rendez-vous de Vientiane, du 23 au 27 janvier 2017 | 36 |
| 🌿 Madagascar : la santé de l'industrie textile en nette amélioration | 37 |
| 🌿 Maroc : l'AMITH affûte ses armes | 39 |
| 🌿 Maroc : hausse de la production et des ventes attendue au prochain trimestre | 41 |
| 🌿 Maroc : création à Abidjan d'une unité de confection intégrée maroco-ivoirienne | 42 |
| 🌿 Pakistan : FCCI blames govt for textile industry's decline | 44 |
| 🌿 Pakistan : FPCCI alleges TDAP responsible for closure of 70 textile units | 46 |
| 🌿 Pakistani government aims to arrest declining trend of textile exports | 48 |
| 🌿 Sri Lankan FM proposes textile cluster in budget 2017 | 50 |
| 🌿 Taiwan : sport apparel maker choose North Carolina for first plan outside Asia | 51 |
| 🌿 Taiwan's conglomerate considering opening plants in America | 53 |
| 🌿 Tunisie : Belhassen Gherab « L'Etat a laissé tomber le secteur du textile » | 57 |
| 🌿 Tunisie : JF Limantour « la Tunisie, une formidable terre d'accueil pour les IDE » | 58 |
| 🌿 Tunisie : G. Zanella : la Tunisie offre de grandes opportunités d'investissement | 63 |
| 🌿 Uzbekistan : EU approves textile trade deal with Uzbekistan | 65 |
| 🌿 Vietnam : la Wallonie fera-t-elle capoter l'accord de libre-échange avec l'UE ? | 66 |
| 🌿 Vietnam : textile industry urged to develop supply chain | 67 |
| 🌿 Vietnam : Textile & garment industry cautious about future as Trump wins US election | 69 |
| 🌿 Vietnam : international Denim exhibition at Vietnam in June 2017 | 70 |

8 décembre 2016



Selon un rapport publié aujourd'hui, les enfants des bidonvilles du Bangladesh travaillent 64 heures en moyenne par semaine, exploités dans des usines de textile.

Ce n'est un secret pour personne. Nous avons tous déjà remarqué l'étiquette "*Made in Bangladesh*" sur nos vêtements. Mais qui sont en réalité ces petites mains qui se cachent derrière nos chemises, jeans, salopettes ou leggings en coton ? Une étude menée par l'organisation *Overseas Development Institute*, basée à Londres, a révélé que **15% des enfants non-scolarisés des bidonvilles de la capitale de Dacca, au Bangladesh, font en moyenne des semaines de 64 heures, pour fabriquer les vêtements que nous portons.** L'étude ne précise en revanche pas combien d'heures travaillent les 85% restants. Ces enfants, âgés de 6 à 14 ans, ne vont donc pas à l'école et travaillent à plein temps. A partir de 14 ans, ces chiffres augmentent nettement et atteignent les 50%.

Le secteur du textile pèse 30 milliards de dollars dans l'économie du pays et est en pleine expansion. 2/3 des filles sont employées dans cette activité. Nous pourrions supposer qu'avec une telle masse de travail, les enfants seraient au moins payés justement, mais non. Les plus bas salaires du monde se trouvent au Bangladesh, et selon un article

de *France Info*, depuis 2010, un salarié de l'industrie du textile gagne 30 euros par mois. **Le calcul est rapide : pour 64 heures par semaine, donc 256 heures par mois, un enfant au Bangladesh gagne, en moyenne, 8 euros par semaine.**

Maria Quattri, la co-auteure du rapport, a indiqué que plusieurs des enfants interrogés souhaitent aller à l'école, mais que "*la pauvreté poussait leurs parents à trouver des emplois pour leurs enfants, même s'ils étaient conscients que cela mettrait leur avenir en danger à long terme*". Un responsable de l'un des ateliers de textile a déclaré aux chercheurs qu'il est conscient qu'il emploie des enfants entre 11 et 14 ans, mais qu'il ne considère pas cela comme illégal.

Les autorités et l'industrie du textile n'ont fait aucun commentaire. Selon des responsables syndicaux, le travail des enfants est très répandu dans les usines du pays.

Des conditions de travail pas aux normes

"*C'est le pays le moins cher du monde. C'est cheap parce qu'il n'y a aucun investissement dans la sécurité*", analysait Bob Jeffcott en 2013, de la Maquila Solidarity Network, une ONG canadienne basée à Toronto. Un constat confirmé le 24 avril 2013, lorsqu'un bâtiment abritant des ateliers de confection s'est effondré, près de la capitale [Dacca](#), tuant 1127 ouvriers. Avec près de 4 500 usines à bas coûts, il n'y a pourtant aucun contrôle de l'inspection du travail. Il y a plusieurs fois eu des incendies car les normes de sécurité ne sont pas respectées.

Cambodge : Partenariat Evalliance/Saint Blanquat & Associates Co. pour la compétitivité du secteur textile et habillement

Samedi 10 décembre 2016

Afin de contribuer à la compétitivité du secteur textile-habillement du Cambodge, Evalliance a conclu une convention de partenariat avec la société Saint Blanquat & Associates Co., Ltd. Etablie à Phnom Penh, Saint Blanquat & Associates Co. est une importante société de conseil en ressources humaines (recrutement, management, formation) : www.saintblanquat.com/



Au titre de cette convention partenariale, Evalliance et Saint Blanquat & Associates interviendront au Cambodge dans les domaines suivants :

- Développement d'offres de formation (création/modélisme, compétitivité, management, marketing de mode) et de conférences économiques sectorielles destinées notamment aux cadres, dirigeants et techniciens cambodgiens

- Participation à la création et au développement d'un « Fashion Institute of Cambodia (FIC) » et à sa mise en réseau international dans les domaines de la pédagogie, du développement technologique, de la veille économique et des échanges d'étudiants et de stagiaires ;
- Création d'un dispositif d'information spécialisée de type « Business Intelligence » proposant une veille économique, technologique et réglementaire, une revue de presse, des études de marché et un accès à un centre documentaire, des offres de formation. Ces informations, accessibles en ligne au sein d'un réseau, seront disponibles en anglais, khmer et chinois.
- Création d'un organisme sectoriel d'audit et de certification en Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Eclat Textile plans to close its Chinese manufacturing base in Wuxi

2016-12-09 10:00:00 – Taipei



ECLAT Textile, Taiwan's largest technology-based textile company, professional functional and flexible knitwear fabric producer and apparel manufacturer decides to completely close Chinese manufacturing base it has had since 1998, in the city of Wuxi, due to deteriorating investment conditions and surging wages.

Roger Lo, Eclat's vice president, said that over the past three years, their Chinese site has continued to lose money and they don't see any way to turn that situation around in the future.

The "most challenging" aspects of doing business in China have been not only rising wages but also the difficulty of finding employees "who would want to work in a garment factory under the nation's previous one-child policy."

Following the announcement, Eclat shares advanced more than 2% to close at 342 New Taiwan dollars on Thursday.

The Taiwanese company has been gradually scaling down the Chinese factory's capacity this year. The Wuxi facility once accounted for about 5% of Eclat's monthly output but now produces only 1.8% of the 6.2 million clothes the company churns out.

Meanwhile, Eclat aims to continue building up its presence in Vietnam. It plans to add two new Vietnamese facilities in the first and third quarters of 2017, with a combined capacity for 1.3 million more garments. Nearly 70% of the company's clothes production and half of its fabrics output are coming from the Southeast Asian nation.

According to Livia Wu, an analyst at Yuanta Investment Consulting, it will cost up to 20% more to produce in China than in Vietnam. The key reason for textile makers to kill operations in China is mainly due to soaring wages.

Eclat is still looking for new locations in other Southeast Asian countries. It is also eyeing the feasibility of U.S. production, especially given Trump's vow to increase stateside manufacturing.

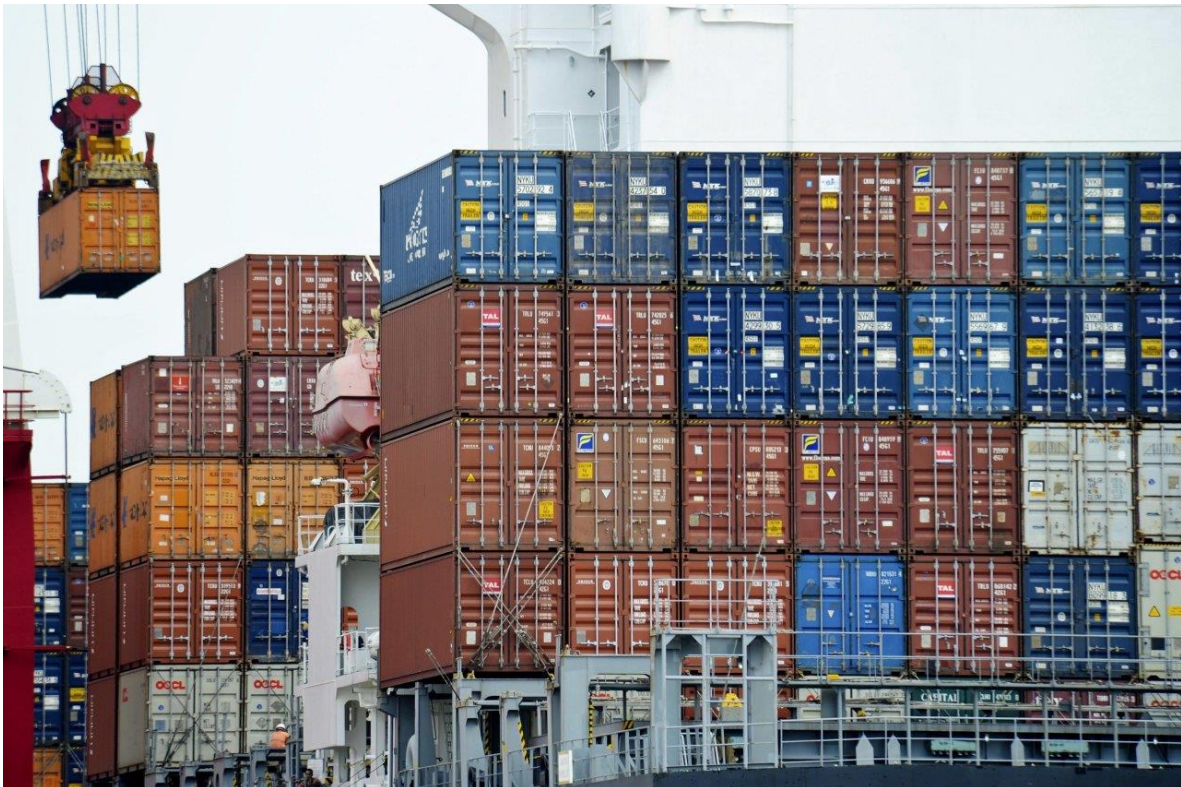
Lo said that they will watch whether Trump offers some favorable terms to bring manufacturers there. In their case, the garment plants which are labor intensive are not likely to move to America, but their fabrics-weaving factories, which can be highly automated, could be an option when they are doing the evaluation.

Last year, Eclat generated 65% of its revenue of NT\$25.52 billion (\$806 million) by making garments for global brands and retailers such as Nike, Under Armour, JC Penny, Costco and others. Another 35% of the company's sales came from producing high-end fabrics that are used in sportswear.

Eclat is not the only Taiwanese company looking to make a southward move out of China. Pou Chen, the world's largest shoemaker and a supplier to brands including Nike and Adidas, is also boosting its output in Southeast Asian countries to reduce its reliance on China.

European Companies With Chinese Supply-Chains Brace for New Anti-Dumping Framework

A new slate of European rules is likely to discourage Chinese companies from dumping products in the EU



By **NINA TRENTMANN**

Updated Dec. 5, 2016 8:02 p.m. ET

An approaching World Trade Organization deadline makes higher prices likelier for European goods made with parts and materials imported from China.

On Dec. 11, the European Union could grant China “market economy status,” making it harder under WTO rules for the EU to protect its industries from what it deems as unfair trade practices by Beijing. Or, the EU could draft new trade rules that do away with the distinction between market and nonmarket economies that the bloc has used in the past.

The odds are against China getting the market title by the deadline, said Edwin Vermulst, a partner at Brussels-based law firm VVGB Advocaten.

“There is simply too much pressure from southern EU states and industrial sectors with a protectionist agenda to maintain, or even increase, the high level of duties,” Mr. Vermulst said. Based on a proposal made public last month, the European Commission, the EU’s executive arm, aims to tighten its rules against foreign-government subsidies and dumping—or exporting products at below domestic prices.

A new slate of European rules is likely to punish those that benefit from Chinese subsidies and discourage Chinese companies from dumping. “What we have seen is that the instruments in our toolbox are not sufficient to deal with the huge overcapacities that result in dumped exports on the EU market,” said Daniel Rosario, a commission spokesman.

The effort poses risks for companies that have outsourced parts of their supply chain to China, according to Stephen Adams, a partner at Global Counsel LLP, a London-based consulting firm. “When you have outsourced...to China, you see duties as a cost factor and not as protection,” he said.

Europe’s automotive industry could take a beating from higher import duties on Chinese parts and intermediary products, such as aluminum wheels.

Other industries might suffer too. [Wacker Chemie](#) AG, a German chemical company, exports polysilicon to China, where it is used to make solar panels, which are exported back to Europe. Wacker Chemie didn’t respond to a request for comment.

Even before discussions of a new antidumping framework, exporting to the EU had already lost some of its luster for Chinese manufacturers.

When the European Commission imposed duties of 18.4%, Jiangyin Xicheng Steel Co. Ltd. stopped exporting to EU countries. “Our customers cannot afford the sale price in combination with the duty,” said Minnie Lu, sales manager of the closely held company.

Still, the proposal needs to pass various EU legislative bodies before it is enacted, so the Dec. 11 deadline would most likely be missed. The proposal could be in place by spring, however. Manufacturers that directly compete with cheap finished products from China said the timing creates a good opportunity to lobby for higher duties on Chinese goods.

“We are anxious to fight distortions in the market,” said Emmanuelle Butaud-Stubbs, director general of Union des Industries Textiles, the French textile association.

If the EU doesn't grant market-economy status to China, European companies could face retaliation, said Xu Bin, a finance professor at the China Europe International Business School in Shanghai.

In a statement issued Nov. 10, a day after the EU proposal was announced, the Chinese trade ministry said the nation would retain "the right to take all necessary means, and resolutely safeguard their legitimate rights and interests."

Kenneth Lo: The textile tycoon who puts people first

Crystal Group's founder Kenneth Lo, is the winner of the Owner-Operator Award at the 2016 DHL/SCMP Business Awards

PUBLISHED : Friday, 02 December, 2016, 5:27pm



Crystal Group, which produces garments for brands including Marks & Spencer, Victoria's Secret, J.C. Penney and Gap, is aiming to triple its staff size to drive an expansion of its revenue to US\$7 billion over the next decade, says its founder.

The Hong Kong garment maker, one of Asia's largest, currently employs more than 60,000 staff in 20 global locations, producing more than 300 million pieces of garments a year. Fiscal 2015 revenue rose 1 per cent to US\$1.7 billion.

Crystal's success has been sewn at the hands of founder and chairman Kenneth Lo, who has spent his whole life in the garment industry.

At the tender age of 14, he first started working at his parent's factory business, which produced gloves, then sweaters.

Years later in 1970, Lo and his wife Yvonne launched their own sweater-knitting factory, which grew into Crystal Group.

"The garment business is the kind of business a lot of people don't like," he said. "It has too many processes and every order is a new process every time."

Despite the complications, it was a natural fit for Lo, whose late father Law Ting-pong created apparel brand Bossini.

"I enjoy this business because I understand that the garment business is a business about people," Lo said.



The businessman was born in mainland China, but moved to Hong Kong at a young age.

"Hong Kong at that time was really very poor, and life was difficult for everyone," he said. "Every day, I ate rice with vegetables and soy sauce, that was it."

For a period, he and his siblings lived in what was known as a refugee camp, living off United Nations meal coupons.

When he was a teen, Lo started working for his parent's garment business, working to carry out the vision for "the Great Lo Clan."

This meant lugging around raw materials for orders of several hundred gloves. On one of these trips, he was detained by the police for overloading his bicycle, and his father had to bail him out.

"Life was hard but then it instilled in me a fighting spirit," Lo wrote in his memoir *For the Greater Good*. "I owe my character to such hard times."

After several years, he and his wife decided to test their own luck by opening a modest sweater factory in Kwun Tong, with around 70 employees and several sewing machines and knitting looms.

"Even then, we didn't have any vision for how we wanted to go on, how big we might become, or what we wanted to do," he said. "We only wanted to start [a] business, and wanted to have the business so we can provide a lot of jobs."

I was inexperienced in the beginning, and could not help but make mistakes every now and then. But I was able to learn from mistakes and keep the company going

KENNETH LO

While Lo did not have prior business experience, he was good at dealing with people.

"I was inexperienced in the beginning, and could not help but make mistakes every now and then," he wrote in his book. "But I was able to learn from mistakes and keep the company going."

One challenge was the Multi Fibre Agreement (MFA), which imposed a quota on the volume of China-made garments allowed to be shipped into the US and Europe between 1974 until 2004.

Although Hong Kong's quotas were more generous than those in the mainland, the city's repatriation to China in 1997 tied it to the country's quotas, even after China joined the World Trade Organisation in 2001.

"These quotas made it difficult for us to expand," Lo said. "No other industry has these quota restrictions and tariffs."

But the biggest struggle was with management. Lo found the traditional Chinese way of running a company was bureaucratic if the prevailing mentality was simply that the boss is always right.

So he championed a people-centric company culture at Crystal, making sure to treat his employees respectfully and create a sense of unity.

And as a boss, he was always reflecting on and working on himself.

This philosophy of respect has guided Crystal Group throughout its global expansion.



The company has championed its personnel development initiatives such as leadership training for executives and future executives, an associate programme for fresh graduates, and a Crystal Advocates Respect and Engagement (CARE) programme for its workers.

And it holds innovation as one of its core values, seeking to constantly improve the company's efficiency, processes, machinery, and garment styling.

Lo is now valued at US\$1.15 billion, according to *Forbes*, placing him among the top 50 richest individuals in Hong Kong. His brother is fellow billionaire Law Kar Po, chair of the Park Hotel Group.

"To have gotten this far, and for Crystal to be [on Fortune's 2016 list of companies changing the world], it's not my labour," Lo said. "This is really the work of our team."

Lo's partnership with his wife, both in business and personally, continues to endure.

"I tell my wife I love her a lot and she tells me she loves me a lot," he said with a laugh. "It's funny for me to say this as an old man, but life is all about personal happiness. It's good to say how you feel."

While Lo stepped aside in day-to-day operations in 2008, succeeded by his son Andrew, he remains busier than ever.

He's constantly thinking about ways he can change the world, starting with making sure Crystal Group continues to prioritise people.

"I am 76 years-old," he said. "I have to focus now on what else I can change within my family, and what else I can do to change the world."

The company continues to work to reduce its environmental footprint, including cutting down fresh water consumption per garment by 30 per cent.

For its employees, 70 per cent of whom are women, the company rolled out female empowerment programmes to advance up to 40,000 worker lives by 2020.

In addition, Crystal has donated US\$6.3 million since 1997 to charitable causes, providing support for eye cataract surgery and other medical support for hundreds of people in rural China.

While Lo says Hong Kong's textile industry has fallen from its heyday to growth from mainland China, the company will continue investing in new technology.

"This whole path, I have never stopped investing," Lo said. "Moving forward, things have to get even faster."

His advice for young people is to have a dream to work toward, maintain a global perspective, put themselves in other people's shoes, and be brave enough to fail.

"If you don't have the courage to face failure, if you're afraid, you will be too fearful to do anything," he said.



THURSDAY, 08 DECEMBER 2016 10:56

CHINA'S INVESTMENTS TRANSFORMING ITS SOUTH ASIAN NEIGHBOURS

While helping turn Cambodia, Laos and Myanmar into bigger destinations for exports, China's investments are transforming its smaller Southeast Asian neighbours. This is driving some of the world's fastest economic growth rates and providing Chinese companies with low-cost alternatives as they seek to move capacity out of the country.

The move is also helping Asia's largest economy and nations to what looks more and more like a new era of waning US commitment to the region from a more inward-looking administration. China is investing in everything from railroads to real estate in Cambodia, Laos and Myanmar, the frontier-market Asean economies. In Cambodia, China Minsheng Investment Group and LYP Group, headed by Senator Ly Yong Phat, signed a \$1.5 billion deal last week to build a 2,000 ha city near the country's the capital, Phnom Penh with a convention centre, hotels and golf course, it is reported. The spending equals roughly one-tenth of the country's \$15.9 billion gross domestic product.

In landlocked Laos, work started last year on the China-Laos railway which will stretch 414 kms from the border to the capital Vientiane. The project, part of Chinese President Xi Jinping's One Belt, One Road initiative, will cost US\$5.4 billion. Myanmar, which is liberalising its economy and adopting market reforms after a transition to democracy, is forecast by the IMF to expand 8.1 per cent this year, the fastest in the world after Iraq.

200 entreprises chinoises du textile vont s'installer à Marseille en 2017

le Quotidien du Peuple en ligne | 07.12.2016 08h39



En juillet prochain, à Marseille, va s'ouvrir le Mif 68. Sous ce sigle mystérieux se cache en fait le futur Marseille International Fashion Center. Implanté dans la Zac Saint-André du 15^e de la Cité phocéenne, ce centre a pour ambition de devenir le symbole du développement du marché textile chinois en Méditerranée et en Europe du Sud. C'est l'aboutissement du projet de la Route de la Soie du 21^e siècle que la Chine promeut sans bruit mais avec efficacité. La première tranche du chantier de construction est en cours de démarrage ; construite à partir de conteneurs, elle accueillera d'abord 100 entreprises chinoises, que des grossistes, principalement du textile, venus de Chine, de Marseille même, mais aussi d'Italie et d'Espagne. En 2018, une seconde partie verra l'installation de 100 nouvelles sociétés sur trois autres hectares.

Derrière ce projet pharaonique, élaboré dans la plus grande discrétion, se trouve Chen Dingguo, grossiste à Marseille et nouveau président du Mif 68. Si les grossistes du centre de Marseille ont choisi de sortir du centre-ville, c'est pour des questions de commodité, du fait des encombrements et des difficultés de charger et décharger dans ces petites rues, comme on le voit aussi à Paris. Si les grossistes chinois qui sont arrivés il y a 25 ans se sont installés là, c'était surtout parce qu'il y avait des locaux disponibles. Mais pour rester dans la course et conserver leur clientèle, les grossistes chinois de Marseille doivent changer de stratégie et

rivaliser avec la concurrence, comme les plus importants centres de grossistes du Cifa à Aubervilliers, près de Paris ou le Dragon Mart à Dubaï. Le Mif 68 devrait se développer sur le modèle économique du Dragon Mart, le plus gros centre structuré de commerces de grossistes, qui fonctionne avec les compagnies aériennes, notamment du fait qu'Emirates dessert bien l'Afrique et qu'il est très facile d'aller à Dubaï."

Mais les grossistes chinois savent aussi très bien que Marseille est également un lieu stratégique grâce à son port, qui se développe bien en trafic conteneurs, plus 20 % sur ces dernières années. Il leur manquait une vitrine, ce sera le Mif 68, qui sera composé de magasins d'exposition, pour présenter la marchandise et qui devrait devenir une référence commerciale pour toute l'Europe du Sud et l'Afrique du Nord, permettant à Marseille de retrouver son rôle de plaque tournante, disparu pour nombre de raisons : l'Internet, mais aussi parce que c'est plus facile d'aller à Paris qu'à Marseille en avion. Le Mif va redonner cette vocation à la Cité phocéenne.

À terme, le Mif 68 devrait générer 700 emplois. Le Mif 68 est ainsi appelé à devenir un centre d'échanges franco-chinois assez important pour le Sud de l'Europe, et il va sans doute faire de Marseille une porte d'entrée en Europe et en Méditerranée pour le marché chinois. Le port de Marseille Fos est le deuxième port de Méditerranée : il dessert 400 ports mondiaux et a vu transiter près de 82 millions de tonnes de marchandises en 2015. Aussi grand que la ville de Paris, il compte des infrastructures permettant d'accueillir d'importantes activités industrielles, ce qui en fait un lieu stratégique pour le commerce international. A l'heure actuelle, la majorité des textiles fabriqués en Asie est importée en France grâce aux ports du Havre, dans le Nord-ouest de la France et d'Anvers, en Belgique.

(Rédacteurs :Guangqi CUI, Wei SHAN

Coton: les prix baissent après les chiffres de l'USDA

COTON (NEW YORK COTTON)

Cours en clôture - 08/12

71.42 **-0.96%**

09/12/2016 | 20:57

NEW YORK - Les cours du coton ont accusé un léger repli cette semaine, coupés dans leur élan par la publication des chiffres mensuels du ministère américain de l'Agriculture (USDA) sur l'état de l'offre et de la demande.

Les stocks de fin de campagne de coton ont été revus à la hausse dans le monde et le mouvement a été encore plus marqué aux Etats-Unis dans ce rapport, dit Wasde, ont indiqué les analystes.

Principale surprise, "le marché s'attendait à une augmentation au Texas (sud des Etats-Unis) de l'ordre de 2.000 ou 3.000 balles de coton et l'on eu 500.000 balles de plus", a rapporté Tom Christiansen de Foresight Brokerage, qui ajoutait qu'en parallèle la demande n'avait pas été relevée.

La publication du Wasde vendredi a jeté une ombre sur une tendance jusque là très légèrement positive après la publication, plus tôt dans la semaine, d'exportations hebdomadaires jugées "très bonnes" par Louis Rose de Risk Analytics.

Le recul des prix a toutefois été atténué par l'importance des paris sur l'évolution des cours fait par les investisseurs, qui ont préféré actionner leurs options dès que les cours ont commencé à baisser, a relaté Louis Rose.

L'évolution la semaine prochaine devrait largement dépendre de la liquidation ou non de ces prises de positions spéculatives qui sont à un niveau très élevé.

Autre facteur à prendre en compte selon Tom Christiansen, "30% du coton de l'ouest du Texas n'a pas encore été récolté", et de mauvaises conditions météorologiques pourraient faire peser un risque sur la qualité et la quantité de ce coton.

La livre de coton pour livraison en mars, le contrat le plus actif sur l'Intercontinental Exchange (ICE), a terminé vendredi à 70,80 cents, contre 71,98 cents en fin de semaine dernière (-1,64%).

L'indice Cotlook A, moyenne quotidienne des cinq prix du coton les plus faibles sur le marché physique dans les ports d'Orient, s'affichait en légère baisse hebdomadaire jeudi à 79,55 dollars les 100 livres, contre 80,05 dollars une semaine plus tôt (-0,62%).

1m sqm provided for development of textile industries in Badr city: Minister of Industry

Tuesday December 6, 2016



The Ministry of Trade and Industry will provide 1m sqm of land for textile and clothing industries in Badr City in December as part of the government plan to develop 10 industrial areas dedicated to textile and clothing manufacture over the next five years, minister Tarek Kabil announced.

According to a press release from the ministry on Monday, the minister emphasised that the textile industry is one of four major fields of industry which the ministry has decided to develop through a strategy launched in November.

Kabil said that Egypt has a competitive advantage in this field, and the government plans on increasing its competitive abilities in this industry.

The minister added that the government aims to increase the value of textile and clothing exports to \$6bn, and to create 1m jobs, adding that it is the second largest industry in Egypt. He added that the textile and clothing industry accounts for 30% of the total industrial production in Egypt; 16% of all its industrial exports; and 30% of all industrial employment with nearly 1.2 million people employed by 7,000 companies with investments totalling \$5bn.

Kabil also added that the industry provides clothes and textiles to 70 million people, and that the ministry cares about implementing the agreements made in September between the Supreme Council for Textiles and the prime minister.

“The government is working on developing the industry from planting cotton to the final product,” said Bahaa El-Adly, the head of Badr City Investors Association.

El-Adly believes that the government is serious about developing the textile industry owing to its national importance. He added that it is important for textile industries to be grouped together so as to facilitate their improvement.

Investors in Egypt and especially in Badr City want more industrial lands; he believes the time is right for Egypt to pursue new investments in all industrial fields.

“The government must develop all industries at the same time because there is no such thing as an unimportant industry,” he said.

Espagne : hausse de 8% du salaire minimum

Publié le 02/12/2016 à 15:55

Le gouvernement conservateur espagnol a décidé vendredi d'augmenter de 8% le salaire minimum en 2017, qui passera à 825 euros mensuels sur douze mois, comme l'exigeait l'opposition socialiste. Le ministre des Finances, Cristobal Montoro, a déclaré en conférence de presse que "la hausse du salaire minimal de 8% l'an prochain" avait été "négociée avec les groupes politiques". Le conseil des ministres venait d'adopter cette mesure par décret. "Nous avons arraché au gouvernement une hausse de 8%", a déclaré à la télévision publique le porte-parole du Parti socialiste (PSOE), Rafael Hernando.

Cela constitue selon lui la plus forte augmentation du salaire minimum interprofessionnel (SMI) "depuis trente ans". Le salaire minimum mensuel, versés sur douze mois, passera ainsi de 764,4 à 825,5 euros (61 euros de plus). Par comparaison, le SMI brut versé dans les pays voisins est de 618 au Portugal et 1.467 en France. Mariano Rajoy a été reconduit à la tête du gouvernement en novembre mais sans majorité au parlement. Les conservateurs sont désormais contraints de dialoguer avec l'opposition et en particulier la seconde formation du pays, le Parti socialiste.

Il s'agit prioritairement de faire approuver le budget 2017, qui a pris beaucoup de retard. Le PSOE a rappelé avoir posé différentes conditions pour accepter les objectifs de déficit, de dette et de dépenses. Après des années d'austérité drastique, le parti socialiste plaide pour une politique de relance, tout comme le nouveau parti de gauche radicale Podemos. Les syndicats de travailleurs UGT et Commissions ouvrières ont salué cette "avancée" mais l'ont jugée "insuffisante".

Plus de 5,5 millions de personnes, en Espagne, "touchent le SMI ou une somme inférieure et ont du mal à boucler les fins de mois", ont souligné ces syndicats dans un communiqué conjoint. Ils ont rappelé qu'ils organiseraient de grandes manifestations les 15 et 18 décembre pour que le "gouvernement sente la pression citoyenne afin de changer les politiques et répondre aux besoins sociaux". L'organisation non gouvernementale Oxfam avait dénoncé en novembre la hausse du nombre de "travailleurs pauvres" en Espagne. "Les 10% de la population la plus mal payée ont vu leur salaire s'effondrer de près de 28% entre 2008 et 2014", avait assuré l'organisation.

Turkish tycoons to visit Ethiopia to target textile and garment sub sector

YarnsandFibers News Bureau, 2016-12-06 15:00:00 – Africa



Turkey's Economic Minister, Nihat Zeybekci, during his visit to Ethiopia is expected to lead a team of Turkish business tycoons. The Economic Minister's trip to Ethiopia is scheduled for some time in the coming month, according to Ayalew Gobeze, Ethiopia's Ambassador to Turkey.

The business tycoons are said to visit potential business locations in Ethiopia and also participate in bilateral meetings with Ethiopian government officials and business community.

In the recent years, Turkey's investment to Ethiopia has been growing. Out of the 6 billion USD Turkish investors spent in Sub-Saharan countries, half of it was in Ethiopia. The investors are mainly targeting textile and garment sub sectors.

The Ambassador added that investors in garments, agro processing and textiles are expected to expand their businesses in the country.

In the last few weeks, two business forms focused on Ethiopia, were held in Turkey. The latest Turkish/African business forum held two weeks ago, Ethiopia was talked about as one of the best investment destinations for Turkish business people and many came forward to give their testimony about the opportunities there.

Le secteur du textile et de l'habillement doit changer pour avancer

Alors que la consommation déçoit encore en 2016, il y a urgence pour les marques et les enseignes à inventer de nouveaux modèles.

LE MONDE | 02.12.2016 à 14h50 | Par Caroline Rousseau



« *Le climat macroéconomique morose ne doit pas l'emporter* », a affirmé Dominique Jacomet, **directeur général de l'Institut français de la mode (IFM)** jeudi 1^{er} décembre en conclusion de son séminaire annuel. Les « perspectives internationales mode et textile 2017 » livrées à cette occasion ne semblent pourtant pas très **engageantes. Le reprise se fait attendre...**

« 2016 est un mauvais cru pour la *consommation* textile et habillement en *France* avec un recul de 2,3 % entre janvier et octobre par rapport à la même période l'an passé, et c'est l'habillement femme qui est le plus touché avec – 3,3 % », précise Gildas Minvielle, directeur de l'observatoire économique de l'IFM. La tendance n'est certes pas nouvelle (le marché a perdu 12 % de sa valeur entre 2007

et 2015) et ce ne sont pas les prévisions pour la fin de l'année (même si le mois d'octobre n'a pas été mauvais) et pour 2017 qui vont l'inverser...

Un recul de 1,8 % est attendu pour 2016 et aucune reprise en vue pour 2017 qui devrait afficher un retrait de 1,4 %. Si l'on ajoute à cela un commerce international des marchandises qui tourne au ralenti, un repli de la Chine sur son marché intérieur, un habillage pris en tenailles dans les dépenses des ménages entre les dépenses obligatoires (logement...) et celles liées aux nouveaux modes de vie (loisirs, voyages, culture, télécommunications)... le tableau peut vite paraître sinistre. Mais la conjoncture aussi décevante soit-elle ne peut faire oublier les bouleversements structurels plus profonds auxquels font face les marques et distributeurs de mode.

Opportunité à saisir

« La révolution numérique, et notamment le bond mondial du m-commerce [e-commerce par l'intermédiaire du mobile], la notion de responsabilité sociale, la nécessité d'innover sur un secteur ultra-concurrentiel... tous ces changements nécessitent des talents. C'est une bonne opportunité pour la France qui n'en manque pas », poursuit Dominique Jacomet. Une opportunité qu'il ne faudrait pas trop tarder à saisir... « On revient à notre niveau de consommation d'il y a vingt-cinq ans, les chiffres sont mauvais, on accuse la météo ou l'absence de touristes mais personne ne peut nier que pendant ce temps les enseignes étrangères comme Primark, H&M et Zara avancent », rappelle Pierre-François Le Louët, président de Nelly Rodi et président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin. « L'audace manque globalement aux grands acteurs de l'habillement français qui inéluctablement vieillissent. Ils doivent pourtant mieux répondre aux attentes des millenials qui n'ont jamais connu le monde sans Internet ni sans crise et qui ont un autre rapport à la consommation. »

Ce « rapport » – qui ne concerne pas seulement les millénials mais gagne par capillarité toutes les générations – est justement au cœur du renouveau du secteur textile-habillement. Face à une surabondance de biens qui induit une lassitude voire un dégoût, d'autres valeurs portent la nouvelle consommation de mode.

Des usages qui évoluent

Les achats de vêtements, encore souvent dictés par le prix évidemment, apparaissent de plus en plus marqués du sceau de la conscience « politique ». Une enquête téléphonique réalisée en novembre par l'IFM auprès de 1 000 consommateurs a montré que 59 % des personnes sondées préféraient « acheter des vêtements fabriqués en France » (dans un souci de préservation de l'emploi) et que 50 % d'entre elles s'efforçaient de « boycotter des vêtements fabriqués dans des pays lointains » (rejetant l'idée du travail des enfants).

Les usages évoluent également et la location ou l'achat d'occasion gagnent aussi du terrain. Dans le même sondage, 24 % des consommateurs disent avoir acheté des vêtements d'occasion au cours de cette année 2016, et 18 % en avoir vendus.

Un certain engagement

Enfin, alors que la distribution traditionnelle et les magasins multimarques connaissent des difficultés (les grands leaders sur le marché français restent Kiabi et Decathlon), les marques et enseignes qui sortent du lot sont celles qui ne craignent **pas d'afficher une opinion, un point de vue fort et singulier** (stylistique ou éthique), un **certain engagement, qu'elles partagent au sein d'une communauté, réintroduisant de l'humanité dans la relation avec le client.**

Elles savent aussi **rompre** avec les habitudes et **surprendre** pour **mettre** plus de plaisir ou de sens dans la consommation et ne pas seulement **miser** sur une relation **marchande. Pour cela, l'utilisation intelligente** de la data – souvent laissée en sommeil par les groupes français – est absolument stratégique pour **cerner** le profil et **devancer** les attentes des consommateurs.

Et Pierre-François Le Louët de **citer** plusieurs exemples – essentiellement étrangers – comme celui du Nike Community Store de Brooklyn, magasin écoresponsable qui ne recrute ses salariés que dans un périmètre de 1 kilomètre, **ou Everlane qui n'a pas proposé de rabais à ces clients lors du « Black Friday » mais mis en place avec eux un système permettant de financer 8 000 casques de moto pour ses employés vietnamiens trop souvent victimes d'accidents de la route en allant travailler.**

Angélisme ? Ces stratégies semblent au contraire diablement efficaces.

Caroline Rousseau

Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // LUNDI 28 NOVEMBRE 2016 // LESECHOS.FR

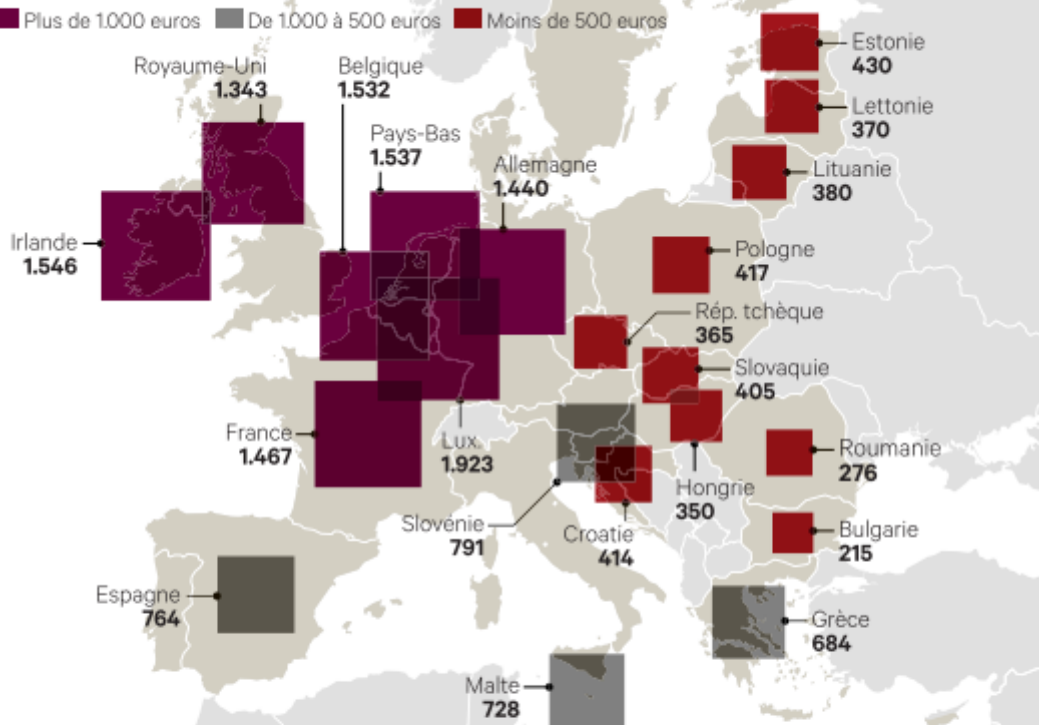
Le groupe d'experts préconise de ne pas donner de coup de pouce au SMIC

- Si l'exécutif suit cet avis, il n'y aura eu aucun réel coup de pouce au-delà de la hausse légale durant la législature.
- Dans son programme, François Fillon propose que son évolution tienne compte de la pression concurrentielle.

Salaire minimum dans les Etats membres : un écart de 1 à 10

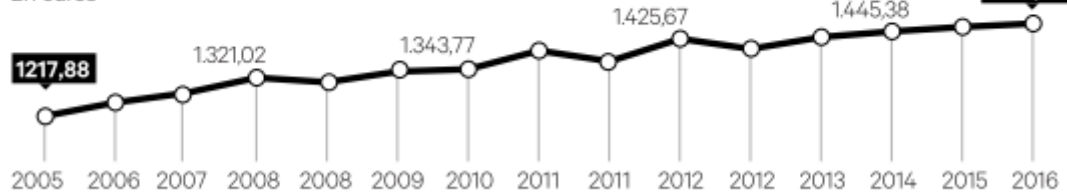
Montant mensuel brut, en euros

■ Plus de 1.000 euros ■ De 1.000 à 500 euros ■ Moins de 500 euros



Le montant brut du SMIC en France

En euros



* LES ÉCHOS • SOURCES : EUROSTAT, INSEE

Forte hausse programmée au Royaume-Uni, doutes aux Etats-Unis sur les intentions de la future administration Trump, débats en Europe du Sud : a contrario de bien d'autres pays développés, la

France s'apprête, en matière de salaire minimum, à faire œuvre de continuité. Sauf si l'exécutif en décide autrement, les salariés payés au SMIC vont se contenter le 1^{er} janvier prochain de la revalorisation automatique légale, et ce, pour la cinquième année d'affilée : François Hollande aura simplement anticipé de six mois une hausse légale du SMIC en juillet 2012. C'est en tout cas ce que préconise le groupe d'experts chargés d'estimer chaque année s'il y a lieu, ou non, de donner un coup de pouce supplémentaire au SMIC. Selon nos informations, dans leur rapport pour avis, qui doit être transmis sous peu aux partenaires sociaux, ces économistes notent que la conjoncture et l'emploi sont bien orientés. Pour autant, tous les indicateurs ne sont pas au vert, comme par exemple le taux de chômage des jeunes. Dans ce contexte, aller au-delà de la formule de revalorisation légale comporte un risque de déstabilisation, concluent-ils. La hausse légale du SMIC sera déterminée mi-décembre quand les paramètres légaux seront connus : l'inflation pour les ménages les plus pauvres complétée de la moitié des gains de pouvoir d'achat du salaire horaire de base des ouvriers et des employés. La dernière revalorisation légale, au 1^{er} janvier 2016, a été de 0,6 %, à 1.466,52 euros brut par mois. D'ici là, les partenaires sociaux auront transmis leurs remarques sur le rapport. Et c'est le 19 décembre, lors d'une commission nationale de la négociation collective, qu'ils prendront officiellement connaissance de la position de l'exécutif. Peut-il y avoir une surprise ? A ce stade, il n'y a pas de raison « objective » qui déciderait le gouvernement à contredire l'avis consultatif du groupe d'experts, indique une source au sein de l'exécutif. Ce serait aller à l'encontre de la politique en faveur des baisses de charges des entreprises. A moins que... François Hollande, dans l'hypothèse où il se déclare candidat, juge que cela pourrait le conforter face à des rivaux comme Jean-Luc Mélenchon ou Arnaud Montebourg. Comme pour les fonctionnaires, dont le point d'indice a été « dégelé » au dernier moment, un coup de pouce au SMIC a tout du marqueur de gauche favorable au pouvoir d'achat. Et ce d'autant que les économistes sont loin d'être unanimes sur les effets négatifs d'une hausse du salaire minimum sur l'emploi. Examinant le cas allemand, le rapport des experts n'a d'ailleurs pas trouvé trace des pertes d'emplois massives que certains avaient brandies avant l'instauration d'un SMIC outre-Rhin. François Fillon, lui, a tranché. Le SMIC ? Même sans coup de pouce, il renchérit le coût du travail et constitue un frein « fort » à l'embauche des moins qualifiés, peut-on lire dans son programme. L'ancien Premier ministre veut « revoir » le mécanisme de revalorisation afin qu'il « prenne en compte la pression concurrentielle internationale ». Charge au groupe d'experts de faire des recommandations en ce sens en se basant, notamment, sur la performance économique de la France par rapport à celle de ses principaux concurrents.

France: la consommation en textile et habillement prévue en baisse en 2016 et 2017

La consommation en textile et habillement en France devrait terminer l'année 2016 sur un recul de 1,8%, et les perspectives ne sont guère plus encourageantes pour 2017 avec une baisse prévue de 1,4%, a indiqué jeudi l'Institut français de la mode (IFM).

- Le 01/12/2016 à 19:43



La consommation en textile et habillement en France devrait reculer en 2016 et 2017. © Wiktor Rzeżuchowski/Istock.com

"Nous sommes à un moment singulier, tant le contraste est fort entre une conjoncture économique décevante, et des opportunités liées à des changements structurels comme la révolution numérique" ou la croissance portée par la Chine et l'Inde, a indiqué Dominique Jacomet, directeur général de l'IFM, lors de son séminaire annuel.

Lors des dix premiers mois de 2016, la consommation en textile/habillement dans l'Hexagone a reculé de 2,3%, avec notamment -3,3% pour l'habillement femme et -4% pour la chaussure, selon les chiffres

dévoilés par l'établissement d'enseignement supérieur qui a mené plusieurs études auprès de consommateurs et de distributeurs.

Après un mois d'octobre plus favorable, l'année 2016 devrait se terminer sur une baisse de 1,8%, et l'IFM indique qu'"il n'y a pas de reprise en vue pour 2017" avec un recul estimé à 1,4% l'an prochain.

Chez nos voisins européens, les prévisions ne sont pas plus réjouissantes, avec des reculs attendus en 2017 de 0,5% au Royaume-Uni, 1,2% en Allemagne, 1,4% en Italie, contrastant avec une hausse de 1,7% anticipée en Espagne.

"La reprise se fait attendre, et le marché a perdu 12% de sa valeur entre 2007 et 2015", a souligné Gildas Minvielle, directeur de l'observatoire économique de l'IFM.

"La consommation de la mode chute et revient ainsi en valeur à son niveau du début des années 1990", selon Dominique Jacomet qui indique que le secteur "espérait plus, dans la zone euro, des dépréciations de l'euro et des taux d'intérêts bas", et qui déplore "un commerce international des marchandises tournant au ralenti", sans oublier "l'impact très fort" des attentats sur le tourisme et le shopping.

Côté météo, l'année 2016 n'a pas non plus été aidée au printemps-été et notamment en septembre avec des températures anormalement douces qui n'ont pas poussé aux dépenses.

Mais des opportunités demeurent pour le secteur s'il réussit à s'adapter aux changements de comportement des consommateurs, de plus en plus portés sur le numérique, sans oublier les relais de croissance que représente l'international, juge l'IFM.

Les exportations françaises d'habillement progressent ainsi de 4,5% par an depuis 2010, souligne l'institut, selon lequel la Chine devrait devenir "dans le courant des années 2020" le premier marché mondial en termes de consommation d'habillement et chaussures, alors que la première et la deuxième place sont aujourd'hui détenues par l'Union européenne et les Etats-Unis.

Decathlon s'attaque aux villes moyennes et à Intersport



Pour développer son nouveau modèle, Decathlon table sur une dizaine d'ouvertures par an, en faisant le pari qu'il y a la place pour 50 magasins supplémentaires de ce type en France. Photo Lydie Lecarpentier/RÉA

Le distributeur va transformer ses magasins à enseigne « Decathlon Easy » en « Decathlon Essentiel » et déployer ce format dans les villes moyennes.

Nicoles Buysse
— Correspondante à Lille

Decathlon veut désormais investir les agglomérations de taille moyenne. Le distributeur leader d'articles de sport en France va d'abord transformer ses 25 magasins à l'enseigne « Decathlon Easy » (des anciens Koodza, enseigne discount du groupe lancée en 2003 puis abandonnée) en « Decathlon Essentiel », c'est-à-dire un format de magasin où l'on retrouve l'« essentiel » de l'offre d'un grand point de vente. « On y trouvera tous les sports sur une surface d'en moyenne 1.000 mètres carrés, uniquement les marques passion [les marques maison dans le jargon Decathlon, NDLR], donnant la part belle aux sport de nature avec par exemple Quechua, Wed'ze, Tribord, Caperlan pour la pêche ou encore

Solognac pour la chasse », explique Nicolas Roques, directeur des filiales de Decathlon France. Un premier magasin à ce nouveau concept a ouvert le 23 novembre dernier à Saint-André-de-Cubzac, près de Bordeaux. Les autres seront tous reloués dans le courant du printemps. Tout a été changé avec un retour à l'agencement classique d'un Decathlon : les couleurs et le logo des magasins classiques mais aussi leurs prix. On y trouve 70 sports, contre 35 pour les anciens Decathlon Easy, et entre 80 et 100 pour les autres formats. L'offre de ce Decathlon Essentiel sera complétée par celle du site Web.

Coller à l'évolution des modes de consommation

Mais la société veut ensuite déployer ce format dans les villes moyennes en faisant le pari qu'il y a la place pour cinquante magasins supplémentaires de ce type en France. Le distributeur table sur une dizaine d'ouvertures par an. Les agglomérations ciblées regrouperont autour de 40.000 habitants. A la différence des autres formats de Decathlon (de 2.000 mètres carrés à 6.000 mètres carrés, ainsi que quelques magasins de 8.000 mètres carrés et

l'unique 12.000 du siège de Villeneuve-d'Ascq) qui se situent dans les grandes villes et qui sont des magasins dit de destination, « il s'agit là de se mettre dans le flux et de se trouver sur le trajet de courses du consommateur », précise Nicolas Roques. Decathlon, qui totalise 270 magasins en France, voit dans ce développement un vrai relais de croissance qui colle à l'évolution des modes de consommation. « Les gens veulent consommer de plus en plus près de chez eux », indique le responsable.

Decathlon vient aussi ainsi marcher sur les plates-bandes d'Intersport, le numéro deux du marché français – assez présent dans les villes de cette taille –, mais aussi concurrencer certains rayons de la grande distribution généraliste locale.

Concernant les autres formats du groupe, Decat, petite surface de centre-ville, demeure un test, à Lille (400 m²) et Bordeaux (700 m²), mais va devenir Decathlon City à la faveur d'une « harmonisation de la lisibilité des différents formats », annonce Nicolas Roques. Decathlon Mobility reste en test également. Situé dans l'enceinte de la gare Lille Flandres, ce 200 mètres carrés – unique – est dédié à tout ce qui est mobilité douce : vélos, trottinettes et accessoires. ■



THURSDAY, 08 DECEMBER 2016 11:04

GOVERNMENT GIVES FRESH INCENTIVES TO MADE-UPS SECTOR

The made-up sector in India will get production incentives and subsidies similar to what the garment sector gets. Made-ups include products like towels, bed sheets, blankets, curtains, crochet laces, pillow covers, towels, zari, embroidery articles and this is the second largest employer in the textile sector after apparel.

The permissible overtime has been increased up to 100 hours per quarter in the made-up manufacturing sector. Employees' contribution to EPF has been made optional for employees earning less than Rs 15,000 per month. These incentives are part of the Rs 6,006 crores package announced for the apparel sector in June and are expected to help India in creating huge employment, earning foreign exchange and creating traction for the fabric and yarn sectors.

An additional 3.67 per cent share of employer's contribution in addition to the 8.33 per cent covered under the Pradhan Mantri Rozgar Protsahan Yojana will be given for all new employees enrolling in EPFO for the first three years of employment as a special incentive to the made-up sector. Since the maximum sourcing done by the made-up sector is from domestic industry, it will also help in the Make in India plan. The capital investment subsidy rate for made-ups has been increased to 25 per cent with value cap revised to Rs 50 crores.



THURSDAY, 08 DECEMBER 2016 11:01

INDIAN TEXTILE INDUSTRY ADOPTING LATEST TECH TO MEET GLOBAL DEMAND

Going by the interest shown by world technology leaders at the ongoing India ITME 2016, the textiles landscape in India is about to change. The Indian textile industry is adopting latest technologies to cater to global demand in textiles.

To prove a point, participation from 38 countries, huge amount of foreign visitors and an overwhelming participation by Indian manufacturers of textile machinery is perhaps a testimony of the mood of domestic textile industry. Textile consumption within India is growing at a fast pace. Also, with China's share in world textiles trade about seven times more than that of that of India, Indian manufacturers are sensing an opportunity in exports. The six-day exhibition is witnessing dozens of product launches and proving to be an effective platform for joint ventures and collaborations between stakeholders of textile industry in India and overseas.

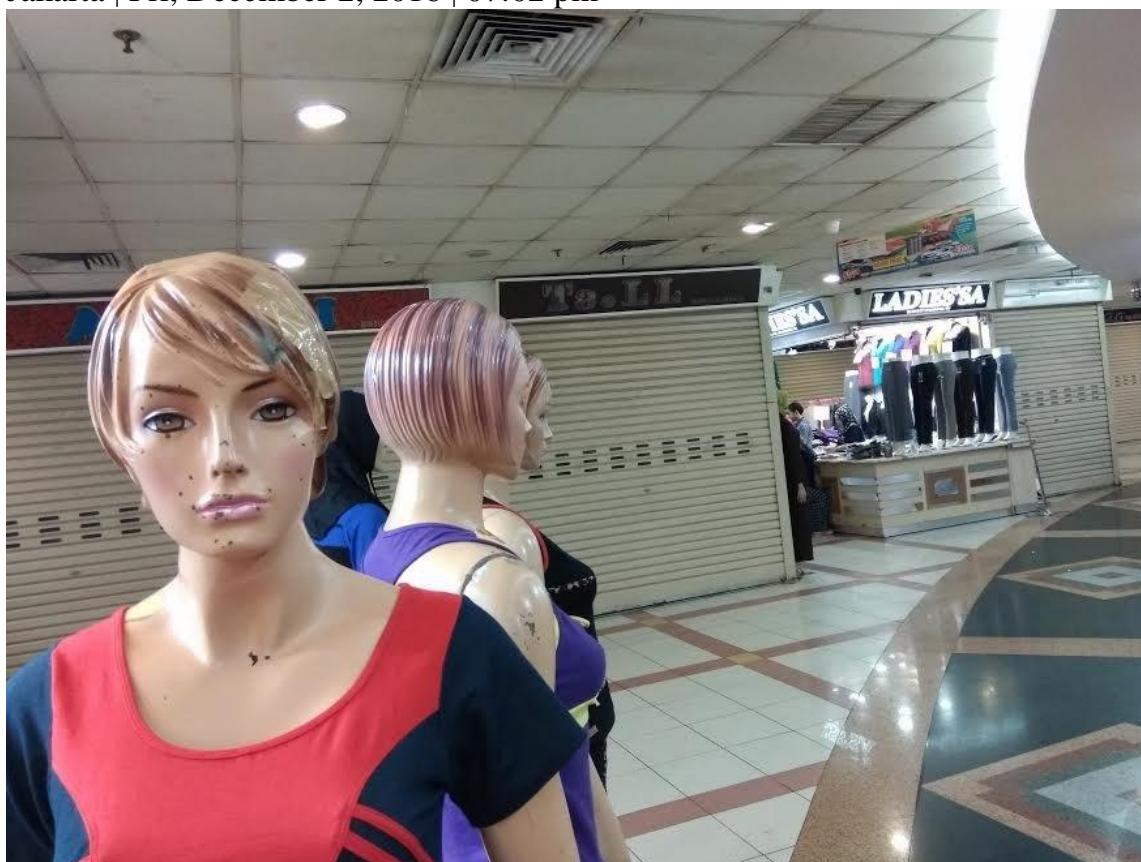
Speaking at TexSummit 2016, Sanjiv Lathia, Chairman, India ITME Society said the biggest change in the next five years will be higher automation in all machines leading to better quality products for the ends users. He said he also expected advanced technology machines to be available from Indian manufacturers.

Among the visitors are foreign as well as domestic business leaders, academicians, research scholars, government officials from countries such as Philippines, Myanmar, Bangladesh, Srilanka, Iran, Turkey, Brazil, Indonesia, Poland, Malaysia, Kenya, Ethiopia and Egypt. India is not only a strong market but is also explored as a hub for training and skill development by many countries for textiles and textile engineering.

Government urged to control flood of textile imports from China

The Jakarta Post

Jakarta | Fri, December 2, 2016 | 07:02 pm



Traders close down their stores at the Tanah Abang textile market in Central Jakarta. The government is urged to control textile imports from China. (JP/Jerry Adiguna)

The Indonesian Textile Association (API) has called on the government to further regulate imports, as cheap imported textile products continue to flood the market, hitting the domestic industry with losses.

API chairman Ade Sudrajat said on Friday that the domestic market was expected to continue to be flooded with imported products in the next two to three years.

“To protect the domestic market, imported textile products have to be managed; so does the illegal smuggling of used clothes,” he told *The Jakarta Post*.

Ade said the government could control the wave of textile imports, primarily from China, by setting a reference price.

Based Industry Ministry data, the textile industry experienced a loss of Rp 30 trillion (US\$2.2 billion) per year due to rampant illegal smuggling.

Achmad Sigit Dwiwahjono, the ministry's director general for chemicals, textile and miscellaneous industry, said it would collaborate with the Trade Ministry and the Directorate General of Customs and Excise to curb illegal imports.

“The utilization of the textile's upstream industry currently stands at 50 to 60 percent. Thus, there should be a new policy to support the industry,” he said, explaining that the government aimed to create a new regulation to control textile imports.

(win/jun)



SATURDAY, 03 DECEMBER 2016 13:02

KOREAN OUTDOOR BRAND BLACK YAK TIES UP WITH TEXTILE GIANT HYOSUNG

South Koreans outdoor apparel and gear maker Black Yak Corp has teamed up with textile manufacturing giant Hyosung to develop functional outdoor clothing. The two firms have signed a MoU under which the sportswear maker will use Hyosung's odour-neutralising yarn products for making its t-shirts and underwear from next year.

Hyosung's functional nylon and polyester (PET) yarn products Freshgear and spandex material Creora Fresh, both of which are known to be effective in eliminating smell of sweat or foot odour in textiles, will be adopted by Black Yak. These are mainly used in making underwear, sportswear and stockings which directly contact human body.

Both entities will be working together to develop the fabrics with these yarns. They expect to make use of each other's global sales network and competitive edges to help expand their presence in their respective global textile and outdoor fashion markets.

The partnership will also help expand market share at home and abroad by employing a range of the latter's performance fibres to its garments. Black Yak doesn't run or owns production facilities, it works with external partners in China, Vietnam and Indonesia to produce its goods.



LAOS : Les Rendez-vous de Vientiane, du 23 au 27 janvier 2017

Samedi 10 décembre 2016

Evènement à vocation économique organisé grâce à une coopération franco-laotienne, « Les Rendez-vous de Vientiane » se tiendront dans la capitale du Laos du 23 au 27 janvier 2017. Cette importante manifestation (salon professionnel, séminaires et conférences, rencontres BtoB, programme culturel) s'adresse à l'ensemble de la communauté d'affaires européenne et des décideurs institutionnels pour mettre en valeur les potentialités de l'ASEAN en général et du Laos en particulier.

Les Rendez-vous de Vientiane – 35 rue Raymond Losserand 75014 Paris – www.rdv2v.com
Info@rdv2v.com Tel : +33 686262518



Le secteur textile-habillement laotien compte environ 60 entreprises exportatrices et 45 entreprises de sous-traitance. Il emploie 30.000 salariés.

Ses exportations se sont élevées à 190 millions d'euros en 2015 dont 160 millions euros vers les marchés de l'Union européenne et 8 millions d'euros vers les Etats-Unis. Le salaire mensuel minimum est de 900.000 Lak, soit 107 dollars (101 euros).

Le Laos bénéficie du régime préférentiel européen « Tout Sauf les Armes », lui permettant d'exporter à droits nuls vers l'Union européenne les vêtements fabriqués dans le pays, quelle que soit l'origine des tissus utilisés.

Pour d'autres renseignements, contact avec la Directrice du Bureau Cambodge/Laos d'Evalliance à Phnom Penh : Mrs. Mona Tep – email : monatep@evalliance.eu

Madagascar : la santé de l'industrie textile en nette amélioration

Publié le 24 novembre 2016 à 16h33

Par [François-Xavier Freland](#) - envoyé spécial
@FXFreland



Nombre de marques de prêt-à-porter internationales, notamment françaises et italiennes, font confectionner leurs modèles dans les usines de la zone franche d'Antananarivo.

Après les années difficiles marquées par les crises politiques de 2002 et de 2009, qui ont fait fuir de nombreux clients, en particulier aux États-Unis, l'industrie textile malgache affiche une bien meilleure santé. La force de Madagascar, c'est sa zone franche, créée en 1990, qui offre une fiscalité avantageuse.

« Compte tenu des difficultés que l'on doit surmonter ici, s'il n'y avait pas cette zone franche, on ne serait pas établis à Madagascar », confirme Frédéric Wybo, directeur général d'Ultramaïlle. Avec un effectif de 1 000 employés, cette entreprise phare du secteur, spécialisée dans le tricot et la bonneterie, est installée dans la zone franche d'Antananarivo, d'où elle exporte principalement vers l'Europe et l'Afrique du Sud.

Des signes encourageants

Avec le retour à la stabilité, d'autres marchés s'ouvrent ou réapparaissent. Madagascar a notamment été réintégrée à la mi-2014 parmi les bénéficiaires de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa, loi qui facilite l'accès au marché américain). Selon les données du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) et de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM),

entre janvier et juillet les exportations malgaches vers les États-Unis ont déjà atteint 55 millions de dollars, contre 22 millions sur la même période en 2015.

« Cette année, nous avons réussi à toucher le marché américain, et nos carnets de commandes sont plus que jamais pleins, se réjouit Frédéric Wybo. Les perspectives sont très bonnes, car la Chine n'est plus très compétitive dans ce domaine, et tout le monde se tourne vers Madagascar. »

Reste que les entreprises du pays ont perdu en compétitivité durant la transition, notamment vis-à-vis d'autres exportateurs, comme le Bangladesh. Certaines, craignant de voir augmenter leurs coûts de production, hésitent à investir dans du matériel trop sophistiqué, qui permettrait pourtant d'améliorer les cadences, et les difficultés à trouver du personnel qualifié ralentissent le développement du secteur. La formation des ouvrières et des ouvriers du textile est donc un défi de taille à relever pour le pays.

8 décembre 2016

Textile: l'AMITH affûte ses armes

Kiosque360. Performant à l'export, malmené sur son marché local, le secteur du textile vit une terrible contradiction... Pour contrer la déferlante contre le textile marocain, l'AMITH prépare sa riposte.



Performant à l'export, malmené sur son marché local, le secteur du textile vit une terrible contradiction relève Les Ecos, dans son édition du 8 décembre. Pour contrer la déferlante, l'AMITH prépare sa riposte et devrait bientôt monter un dossier pour une plainte à l'encontre

des importations turques. Pour l'instant, l'idée est toujours à d'étude, mais l'AMITH ne "s'interdit rien" et assure disposer de preuves attestant de pratiques déloyales. En attendant, la Turquie jouit d'aides publiques robustes et ses exportations sont mieux accompagnées.

La Turquie n'est pas le seul concurrent. Il y a aussi le Bangladesh ou le Vietnam et les enseignes européennes low cost. Mais le textile turc est le plus redoutable. Avec environ 60.000 entreprises employant près de deux millions de personnes, ce secteur occupe une place centrale dans l'économie turque. Le pays exporte plus de 60% de sa production, ce qui en fait le 5e exportateur.

Ce qui n'empêche pas l'AMITH de faire du marché local une des priorités de l'année 2017, en rendant accessible le marché local aux industriels marocains et en réduisant la contrebande. L'industrie craint, en effet, des pertes d'emplois, de plus en plus importantes à cause de la vulnérabilité de l'informel. Enfin, les perspectives sur le marché européen s'annoncent prometteuses. "Grâce à la dynamique enclenchée par les écosystèmes industriels textiles, le secteur devrait pouvoir continuer à progresser à l'export". Mais, pour cela, il faudra attendre la formation du prochain gouvernement afin d'actionner les leviers prévus par le Plan d'accélération industrielle.

Conjoncture industrielle au Maroc : hausse de la production et des ventes attendue au prochain trimestre

NASSER DJAMA CONJONCTURE , ECONOMIE MAROC , MAROC

PUBLIÉ LE 23/11/2016 À 17H35

En hausse. L'activité industrielle au Maroc devrait voir une amélioration de la production et des ventes au prochain trimestre excepté la branche des **industries chimiques et parachimiques** en raison d'un manque de visibilité. C'est ce qui ressort notamment de l'enquête d'opinions mensuelle de conjoncture dans l'industrie marocaine du mois d'octobre de Bank Al Maghrib (BAM), la banque centrale du royaume.

"Pour les trois prochains mois, les industriels s'attendent globalement à une hausse de la production et des ventes aussi bien locales que celles destinées à l'étranger, et ce, pour l'ensemble des branches d'activité. Toutefois, près du tiers des chefs d'entreprises indiquent ne pas avoir de visibilité quant à l'évolution future de la production et des ventes", relève BAM dans son enquête mensuelle.

Dans les **industries agro-alimentaires**, les **industries textile, de l'habillement et du cuir** et les **industries mécaniques**, pour les trois prochains mois, les patrons de ces industries anticipent pour une amélioration de la production et des ventes aussi bien locales que celles destinées à l'étranger.

Au cours du mois d'octobre, les industries agro-alimentaires auraient connu une hausse avec un TUC amélioré de 4% à 73% par rapport au mois précédent. La branche des **Industries textile, de l'habillement et du cuir** se serait améliorée avec un TUC en augmentation de 6% à 72%.

Industrie textile : vers la mise en place à Abidjan d'une unité de confection intégrée, fleuron de la coopération maroco-ivoirienne

Jeudi 8 Décembre 2016 modifié le Jeudi 8 Décembre 2016 - 22:23

Une convention de partenariat portant projet d'installation à Abidjan, d'une unité industrielle de confection intégrée de tenues et uniformes pour les services de sécurité et de défense ivoiriens, a été paraphée jeudi dans la métropole économique ivoirienne, par le Groupe marocain SEFITA et son homologue ivoirien SEIFA.

D'un coût global de 700 millions de FCFA (environ 1,06 million euros), ce projet compte deux lignes d'assemblage d'uniformes et de tenues pour le personnel et les effectifs du secteur de la défense et de la sécurité intérieure de la Côte d'Ivoire, avec une capacité de production prévue de 12.000 vêtements par mois.

Cette unité industrielle qui démarrera ses activités début 2017, s'inscrit dans le sillage des Hautes Orientations des deux Chefs d'Etat, le Roi Mohammed VI et le président ivoirien, Alassane Ouattara, et intervient dans le cadre des liens de coopération et de partenariat excellents qui unissent les deux pays, a confié à la MAP, M. Jamal Tazi, du Groupe SEFITA.

Il a, en outre, mis en avant les opportunités d'affaires jugées "réelles" notamment, grâce à l'instauration, entre le Maroc et la Côte d'Ivoire, d'un cadre institutionnel pérenne pour les affaires, afin de favoriser le rapprochement et le développement des activités de leurs entreprises respectives.

Pour M. Tazi, ce partenariat entre les deux sociétés illustre cette dynamique économique et commerciale entre les deux pays, la complémentarité des intérêts, et surtout la volonté d'un échange

mutuel de savoir-faire et la création de synergie, à même de permettre d'explorer un marché ouest- africain en nette expansion.

De son côté, le PDG du groupe ivoirien SEIFA, Mohamed Yassine, s'est félicité de ce partenariat, dont l'un des effets directs serait de développer le "Made in Côte d'Ivoire", en générant 150 emplois directs et 75 indirects, contribuant, ainsi, à la politique de création d'emploi qui figure en priorité dans les programmes prioritaires des deux Etats.

Tout en rappelant que c'est dans le cadre d'une mission de Maroc Export que les premiers contacts se sont établis entre les deux groupes, M. Yassine a relevé que ce partenariat comprend un second volet crucial pour la Côte d'Ivoire, à savoir le transfert de technologie et de savoir-faire du Groupe marocain SEFITA au profit du la société SEIFA.

"Ce renforcement des capacités du personnel constitue, à n'en point douter, une étape importante dans la mutualisation des compétences entre partenaires du Sud", a-t-il dit, faisant savoir que des équipes du groupe ivoirien seront prises en charge et formées au Maroc pour une période de 3 mois", conformément aux exigences de qualité.

FCCI blames govt for textile industry's decline

November 24, 2016

FAISALABAD-The Faisalabad Chamber of Commerce and Industry (FCCI) held a meeting to review the root causes of textile industry's decline in the country and blamed the government policies for the decline.

It urged the government to appoint a dedicated textile minister to resolve their problems. He said that the textile sector is earning 13 billion dollars foreign exchange but it is very discouraging that this ministry is without minister for the last one year. He demanded that a proper person for this job should be appointed who could frame and implement pro-textile policies and help Pakistan to revive this export oriented sector on long term basis.

"Uninterrupted power and gas supply is a very significant step for the textile export sector but the government must appoint a fully dedicated textile minister to resolve its problems on permanent basis," said Muhammad Saeed Sheikh, the FCCI president. He said that during winter season, RLNG is being supplied to the processing sector. "No doubt costly RLNG is not a viable solution but it will help the textile industry continue its operation and fulfil its export orders relating to Christmas and New Year. He said that government has also cleared sales tax refund claims but the other claims are still pending. He said the government should also make arrangements for their immediate payment as it will help exporters overcome the issue of liquidity crunch. Chaudhry Nawaz, former FCCI president, also endorsed the demands of Engineer Muhammad Saeed Sheikh and said that government should formulate textile centric policies to earn much needed foreign exchange.

Chaudhry Abdul Haq, chairman of All Pakistan Cotton Power Looms Association, said that the non-performing loans of textile sector have jumped from Rs550 billion to Rs750 billion. He said that it is only due to the ill-conceived policies and hence the government must take immediate remedial measures to revive this important segment of economy. Representing Sizing Sector, Haji Talib Hussain Rana said that government had declared textile sector zero rated from sales tax from this financial year. He said that

this step was taken to increase exports but it has failed to yield any positive impact and instead of increasing the textile exports, its exports have declined by 9.39 percent.

He identified cost of doing business as the only reason for this decline and said that government has imposed 17 percent sales tax on LNG and coal which had further escalated cost of doing business. Similarly, the WASA has also doubled its bills while FBR was also issuing notices of withholding tax to the sizing sector. He demanded that FCCI should be given representation in all government department so that pro industrial policies could be framed.

FPCCI alleges TDAP responsible for closure of 70 textile units

Business

DECEMBER 4, 2016 BY PAKISTANTODAY

STAFF REPORT

The Federation of Pakistan Chambers of Commerce and Industry (FPCCI) said that more than 70 textile units have been closed down due to the failure the Trade **Development Authority of Pakistan (TDAP)**'s policies.

Vice President of FPCCI, Riaz Khattak, has said that textiles exports declined due to the appointment of incompetent export managers in TDAP who kept deviating from the facts and figures in front of the Prime Minister.

He appealed to the government to replace the incompetent team heading TDAP with professionals to boost exports and protect the Pakistani textile manufacturing sector. Pakistan exports have declined \$ 4.2 billion, down from \$ 25 billion in FY 2013-14 to \$ 20.8 billion in FY2015-16.

In three years, he said, Bangladesh exports have increased to \$ 35 billion dollars.

TDAP is the main body for the organization of international trade exhibitions and expos in Pakistan and around the world to explore new markets for local products, he said, adding that the poor performance of TDAP was a reflection of its incumbent TDAP chief **executive S M Munir's lack of vision or experience to handle such a crisis.**

He urged the prime minister to remove the chief executive officer of TDAP for his poor performance. Performance of TDAP under S M Munir has nosedived, he said. At a time when exports are facing tough competition from regional countries, the role of TDAP is crucial to revive exports and a strong leader is **required to steer the country's exports out** of crisis, Khattak said.

He said the CEO TDAP had been unsuccessful in achieving synergy in development of exports. S M Muneer has become head of TDAP only to interfere in FPCCI affairs, and, at present, he was interfering in its upcoming elections to win support for his United Business Group.

Khattak said last year Islamabad High Court issued a stay order barring the TDAP Chief Executive from interfering in the politics of FPCCI. This year, he was interfering in elections again.

The FPCCI elections are scheduled to be held in December.

Industry News | Time : Nov 22 2016 8:18AM

Textile exports: Pakistani government aims to arrest declining trend

The textile sector is the economic backbone of our country. After agriculture, this sector provides maximum employment and this vital textile export sector will be provided all necessary facilities. It has been planned to increase cotton production to facilitate the textile export sector, stated Secretary, Textile Hasan Iqbal, the other day on his visit to PHMA House, addressing the representatives and top exporters of the Value Added Textile Exporters' Associations on 16th. November, 2016.

Chairman, Pakistan Apparel Forum, Muhammad Jawed Bilwani, Central-Chairman-PHMA, Irfan Bawany; Chairman-PHMA, Riaz Ahmed; Chairman-PAKSEA, Rafiq Godil; Chairman-PCFA, Khawaja M. Usman; Saleem Parekh; Saqib Bilwani also addressed the meeting. Secretary Textile Hasan Iqbal refuted the contention that the Ministry of Textile was not functioning and was just in name. He said that the Government consists of different ministries and each ministry has its own character and duties. The incumbent Government aims to arrest the declining trend in Textile Exports and the problems faced by the exporters on Top Priority. He asserted that the Government is serious in the settlement of all kinds of claims of the exporters because this will greatly relieve the burdens exporters are facing. He said that while meeting and interaction with the Value Added Textile Exporters, the problems of production. Investment is a major aspect. The Ministry of Textile will assess the problems and speed up all pending payments.

He said that the Prime Minister's aim is to not only reduce the cost of electricity without the least load shedding. Secretary Textile said that he found that the Textile Exporters were not at all happy with the Government. He assured that we would do our best to speedily clear the refunds, and make all efforts to see that exporters margin of profit is also increased so that they remain making efforts in the Textile field and its exports.

Muhammad Jawed Bilwani enlightened in detail the problems and hurdles of the Textile exporters and asserted that they are not beggars. He demanded that their major demand to the Government is that the tariff of Electricity, Gas and Water the major inputs be brought at par with Regional countries so that the exporters and able to compete in the Global market. The Textile Sector industries are treated at par with the general industries, therefore he requested that the Government to grant separate status and top priority to Textile Export Oriented Industries in the supply of Utilities. Chairman PHMA, Riaz Ahmed demanded immediate withdrawal of EDF and further demanded that this Export Development Fund be immediately transferred to Ministry of Textile so that this fund which has been contributed by the exporters be really used for promotion of exports. He also demanded proper use of DTRE

Scheme. Central Chairman-PHMA, Irfan Bawany said that it was a great irony and apathy that the huge liquidity of the exporters worth Rs 150 Billion in Sales Tax, Custom Rebates and DLTL Claims are blocked with the Government.

It was finally resolved in the meeting that the Value Added Textile Associations would prepare consolidated and most pragmatic demands and present to the Secretary Textile in a meeting at the soonest.-PR

Sri Lankan FM proposes textile cluster in budget 2017

22

Nov '16

Sri Lanka's budget 2017 that focuses on strengthening the [country's](#) economy lists out multiple benefits for the apparel and [textile](#) sector. Presenting the budget, finance Minister Ravi Karunanayake said that the government has proposed the formation of a textile cluster to include sizing, dyeing and finishing units by the private sector.

The government will support the formation of a textile cluster by providing investment relief to businesses that will invest in this venture and will also provide adequate space to save close to \$2,000 million per annum. While the apparel and textile industry of Sri Lanka exported products worth \$4,800 million in 2015, it imported fabrics worth \$2,296 million in the same year.

Garment exporters will also be granted permission to import branded products by enterprises for reworking, operating under the commercial hub regulation. These garments will then be exported to countries where there is no preferential treatment, said the government.

The textile and handloom industry of Sri Lanka has a significant domestic market and will generate employment for many. The Industrial Development Board (IDB) will provide the necessary infrastructure and training. The board has also been requested to increase engagement with the industrialists who require knowledge transfer and upgrade the industrial estates to support the small and medium enterprises (SME) sector. The government has proposed to allocate Rs 500 million towards this sector.

The government will also allow apparel companies based in Sri Lanka to invest in overseas entities involved in apparel design and manufacture up to 5 percent of their average export turnover of the preceding three years in any given year. Profits and income of such enterprises established overseas should be received by the investing company in Sri Lanka.

As multiple industries including textiles, require thousands of trained workers, the finance minister of the country proposed a significant shift in the policy framework in vocational training, by providing scholarships to anyone who wishes to follow a vocational training programme at a state operated institution. This will enable vocational training in Sri Lanka for all at no cost. A sum of Rs 300 million will be allocated by the government to meet the cost of the scholarships to be provided under this programme. (KD)

Sports Apparel Maker Chooses North Carolina For First Plant Outside Asia

Taiwan-based Everest Textile Co. will invest \$18.5 million in a new manufacturing plant in Forest City, NC, creating 610 jobs.

December 8, 2016

A Taiwan-based maker of high performance sports apparel plans to build its first manufacturing plant outside Asia in Forest City, NC. Everest Textiles USA, a unit of Everest Textile Co., will create 610 new jobs and invest \$18.5 million in the project over five years.



Everest Textiles USA will employ operators, supervisors and an administrative team. Once fully operational, the Forest City facility will add nearly \$15.8 million annual payroll impact to the local economy.

“As a native North Carolinian, it is exciting to see Everest Textile USA investing in the state and people of North Carolina, while also creating innovative products,” said Michael Chen, U.S. legal counsel to Everest Textile. “This project will be a tremendous opportunity for all parties involved.”

“The selection of Rutherford County for Everest’s first production site outside of Asia is clear evidence that western North Carolina is competitive with any region in the world when it comes to manufacturing,” said state Rep. David Rogers.

Everest's growth in Rutherford County will be supported, in part, by a Job Development Investment Grant (JDIG) approved by North Carolina's Economic Investment Committee. Under the terms of the company's JDIG, it is eligible to receive just over \$3 million in total reimbursements. Payments will occur in annual installments over 12 years, pending verification by North Carolina Commerce and North Carolina Revenue that the company has met incremental job creation and investment targets. JDIGs reimburse new and expanding companies a portion of the newly created tax-base with the goal of increasing the overall tax benefit to the state. By law, JDIG projects must result in a net revenue inflow to the state treasury over the life of the award. The project is contingent upon local participation from the county or municipality.

Everest currently has factories in Taiwan, China and Thailand. Founded in 1988, the publicly-held parent company is a vertically integrated developer and supplier of innovative products to leading brands in sports, casual and other apparel. Its buyers include Nike, Columbia and Patagonia.

"North Carolina's outstanding business climate offers great advantages to global manufacturers such as Everest Textiles," said Gov. Pat McCrory. "We are thrilled that this innovation-based textile company has selected our state and its tradition of high-quality manufacturing to build its presence in the Americas."

To support Everest Textile's project, [North Carolina Commerce](#) and the [Economic Development Partnership of North Carolina](#) worked with the North Carolina General Assembly, the North Carolina Community College System, NCWorks, the North Carolina Department of Environmental Quality, Rutherford County, the town of Forest City, the Rutherford County Economic Development Commission and North Carolina State University, and the North Carolina Taiwanese Chamber of Commerce



Patently Apple

Celebrating Apple's Spirit of Invention

[Home](#) | [Archives](#) | [Contact Us](#) | [Subscribe](#) | [Twitter](#) | [Facebook](#) | [Patently Mobile](#)

Taiwan's Largest Industrial Conglomerate now Considering Opening Plants in America if Trump Reintroduces Tariffs

PATENTLY XTRA NEWS



On Thursday Patently Apple posted a report titled "[Apple Reportedly Preparing a Responsible U.S. iPhone Plant Back-Up Business Plan.](#)" With President Elect Trump in office he'll be able to reduce business taxes from 35% to 15% because Congress and the Senate have Republican majorities. This will be great for investors, businesses and specifically Apple's bottom line. It would also allow Apple to bring their foreign profits home that are currently parked overseas because of the currently high tax rate that Apple is refusing to accept. The catch, if you will for reducing corporate taxes, is to encourage companies to manufacture their products now being made in Mexico, China, Vietnam and elsewhere where they can tap into slave labor. Trump's win is now sinking in and businesses fear a possible future 35-40% tariff on foreign products. While Apple is at least investigating a U.S. plant with Foxconn, others like Samsung and LG are thinking of moving their plants in Mexico to the U.S. This week we also heard from other Taiwanese businesses considering plant openings in the U.S. instead

of Vietnam. This certainly proves that it was always possible but that previous U.S. Presidents supported lobbyist driven one-way trade agreements that killed U.S. jobs. In a flash we see that America's market is so big that no company wants to be left on the outside. America still holds the cards and a negotiator like Trump knows that all too well. America could be back in the driver's seat and bring back jobs for all Americans, not just Silicon Valley.

Now we're learning that instead of investing in Vietnam, some Taiwanese companies who don't want to lose their biggest customers in America are willing to open plants in the U.S. They don't whine like so many in Silicon Valley, because business is business and you change with the reality you're dealt with.

Case in point, a new Asian report on Friday pointed out that "Taiwanese companies across the petrochemical, textile and footwear industries are assessing whether they need to move some production to the U.S., as President-elect Donald Trump has vowed to impose a stiff tariff on imports.

Sandy Wang, a senior executive at Formosa Plastics Group, said Taiwan's largest industrial company is evaluating whether it would be worthwhile to invest more in the world's biggest economy.

Wang told the Asian publication that "We have already created 6,000 job opportunities in the U.S., and we would consider investing more in the U.S. if the environment for investment is welcoming."

The report further noted that "Sandy Wang, daughter of the Taiwanese conglomerate's late founder Wang Yung-ching, described Trump as practical and intelligent."

Wang's words came after her group said earlier this year that it would spend as much as \$9.4 billion to build a new ethane cracker in the U.S. state of Louisiana, looking to maximizing the benefits of cheap shale gas. The project is pending approval by local environmental regulators. The plant will process ethane, a component of natural gas found in shale, and extract ethylene, used in the production of plastics.

The Taiwanese group has two similar facilities in Texas that produce 1.66 million tons of ethylene yearly. The company also is building a third manufacturing site in Texas that is set to yield 1.2 million tons of ethylene as of 2018.

Formosa Plastics Group holds a number of local stock market heavyweights under its umbrella, including Formosa Plastics, Formosa Petrochemical and Nanya Technology.

However, the U.S. president-elect's protectionist views and pledge to slap a 45% import duty on goods from China have some Taiwanese textile and footwear manufacturers worried, as their production costs could rise dramatically if Trump fulfills his campaign promise.

As the market closed Friday, shares of major Taiwanese apparel maker Eclat Textile were down almost 10% since Trump's victory Nov. 8. Stock prices also have fallen 5.5% for Pou Chen, the world's largest contract footwear maker, and 11.4% for smaller rival Feng Tay Enterprises over the same period.

Eclat, Pou Chen and Feng Tay all have big manufacturing bases in Vietnam and are expanding operations in the Southeast Asian nation, possibly hoping to benefit from Vietnam's status as a member of the Trans-Pacific Partnership, an agreement that aims to create the world's largest free trade block.

However, under a Trump presidency the U.S. is unlikely to ratify the TPP, which was championed by President Barack Obama.

Roger Lo, vice president and spokesperson for Eclat, told the Asian publication that his company is watching whether Trump follows through on campaign pledges and forces more goods to be made at home, carrying the "Made in America" label.

Eclat is a supplier to Nike, Under Armour, Costco, JCPenney and other global retailing brands.

"If the Trump administration does raise tariffs, it's inevitable for almost every textile maker including us to think about it and to conduct a thorough evaluation whether the company should move some plants to the U.S.," Lo said.

Lo said he would not exclude any possibilities as long as business opportunities exist. Instead of investing in Vietnam, the investment would be made in the U.S.

"Nothing is impossible," said an executive with a contract footwear maker. "If it's a trend and if some major clients want us to make more products in the U.S., we would have to move there."

Of course prices would rise if products were to be made in the U.S. to maintain profits, but if it means bringing back jobs to the U.S. the compromise will be worth it to working families. If you don't have a job, you don't buy anything other than basics.

At the end of the day, I find it mind boggling to see how foreign companies are already making it clear in local publications that they will seriously consider opening plants in the U.S. if conditions are right so as to not lose American business.

Just the mere thought of being locked out of America has real and responsible business people in Taiwan and around the world switch on a dime to bringing plants to America. That alone is amazing that Donald Trump could instill this reaction so quickly.

It's a trump-card that America has always held but greedy U.S. companies just couldn't resist returning to the days of slave labor without unions. To move their plants to these slave labor rich countries and sell their products back to Americans tax free was a dream come true.

So it was great to hear that foreign companies see it differently. They don't want to lose the American consumer and they'll put people to work in America to keep that business. What a refreshing story it was to read this week and I'm sure many of you have enjoyed hearing about it too.

Here's to hoping that President-Elect Trump ends these one-way trade deals so that America can bring jobs home and begin paying off its drowning debt.



Tunisie : L'État a laissé tomber le secteur du textile

par [African Manager](#) - 09/12/2016 09:40

0



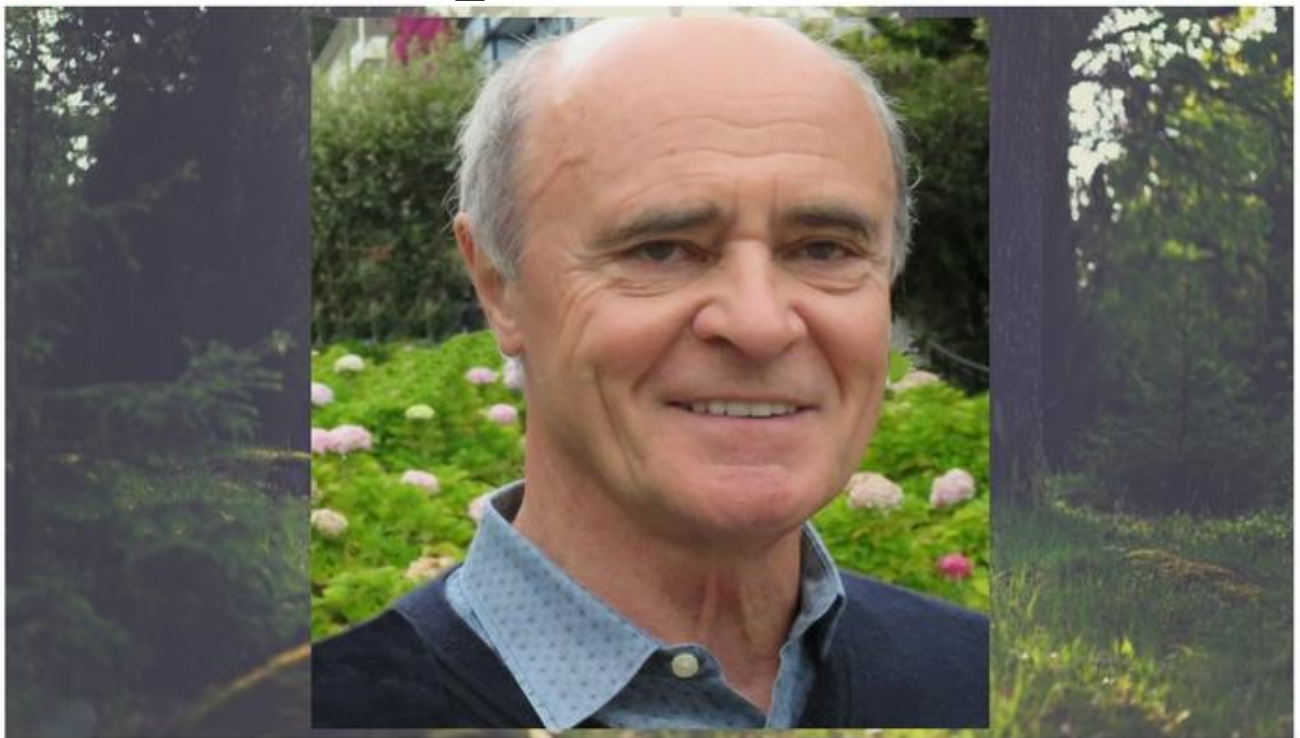
Le président de la Fédération nationale du textile en Tunisie Belhassen Gherab a déclaré, jeudi à Express fm, que l'État n'a pas fait d'effort pour soutenir les produits textiles tunisiens et améliorer leur qualité.

Il a ajouté que plusieurs pays ont soutenu leurs industriels locaux afin qu'ils puissent améliorer la qualité et la compétitivité de leurs produits, comme la Turquie qui a envahi le monde avec ses marques textiles.

Sur un autre volet, il a précisé que la franchise a fortement nui à la production locale et a incité les décideurs tunisiens à prendre des mesures concrètes pour réguler le marché et soutenir les produits tunisiens qui se font de plus en plus rares à cause des accords de franchise.

8 décembre 2016

Jean-François Limantour : la Tunisie, une formidable terre d'accueil pour les IDE



En marge de la Conférence Tunisia 2020 à laquelle il a participé, Jean-François Limantour a livré à leconomistemaghrébin.com quelques réflexions sur le secteur tunisien textile-habillement. Expert en stratégie de développement international pour les industries du textile et de la mode, il dirige le cabinet-conseil Texaas consulting et préside deux associations pour le renforcement de la coopération sectorielle entre l'Union

européenne et l'Asie (Evalliance), d'une part, et la Méditerranée (Cercle Euro-méditerranéen des Dirigeants Textile-Habillement / Cedith), d'autre part.

leconomistemaghrebin.com : Comment se porte le textile-habillement tunisien ?

Jean-François Limantour : Après avoir connu un trou d'air en 2015 à la suite des attentats du Bardo et de Sousse, le secteur retrouve des couleurs et le chemin de la croissance. Ses exportations d'habillement vers l'Europe croissent depuis septembre au même rythme que celui de l'ensemble des fournisseurs de l'Union européenne, ce qui est le signe d'une vitalité retrouvée. En clair, c'est la sortie du tunnel après une période complexe marquée par une baisse de son commerce extérieur, des fermetures d'entreprises et des pertes d'emplois.

Comment expliquez-vous ce renouveau ?

En réalité, comme les autres secteurs industriels et le tourisme, le textile-habillement a souffert d'une image, parfois calamiteuse, véhiculée par la presse européenne, suite aux problèmes sécuritaires qui ont ébranlé la Tunisie. Son attractivité a été plombée mais sa compétitivité est intacte. En fait, il en est du textile comme du tourisme. Les touristes sont moins nombreux et pourtant les plages sont toujours aussi belles et les hôtels toujours accueillants. De la même façon, l'activité de la filière textile a faibli et pourtant les entreprises sont toujours aussi performantes.

Ça va mieux parce que la politique résolue de la Tunisie dans le domaine sécuritaire commence à rassurer les investisseurs internationaux et partenaires commerciaux européens. La sécurité, la stabilité, la confiance et la visibilité sont à leurs yeux les mots clés d'un business performant. Pour autant, il faudra encore consentir de gros efforts de promotion pour donner à nouveau de la Tunisie l'image rassurante et attractive d'un pays convivial et sécurisé.

Quels sont les atouts du secteur dans la compétition internationale ?

Ils sont nombreux et solides. Je citerai notamment :

- Des coûts salariaux compétitifs et maîtrisés.
- La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée
- Un grand respect des normes sociales et environnementales
- Des coûts modérés de l'énergie ; des transports performants
- La qualité des produits, la réactivité des productions et la proximité des marchés qui font de la Tunisie un incontournable acteur en fast-fashion.
- Une fiscalité attractive pour les IDE

Ces atouts permettent à la Tunisie d'être le second fournisseur de l'Union européenne en vêtements professionnels, le second en balnéaire, le 4^{ème} en lingerie et en costumes, le 5^{ème} en jeans et en pantalons sportswear, etc. Ils font aussi de la Tunisie une formidable terre d'accueil pour les IDE, extrêmement attractive. D'ailleurs, la moitié des entreprises du secteur sont à capitaux européens ou mixtes !

Quelles sont les perspectives pour 2017 ?

Le marché européen va rester déprimé. La consommation vestimentaire devrait encore reculer en 2017 : -1,4 % en France ; -0,5 % en Grande-Bretagne ; -1,2 % en Allemagne ; -1,4 % en Italie. Seule parmi les grands marchés, l'Espagne devrait être en croissance d'environ 1,7 %. En moyenne, on prévoit une baisse de 1 % de l'ensemble des marchés européens. Cela signifie que la compétition va être encore plus féroce pour conserver ses parts de marché.

Encore convalescent, le secteur textile-habillement tunisien va donc devoir mobiliser toutes ses forces pour mettre en œuvre une stratégie offensive, articulée autour d'une feuille de route ambitieuse, et rester ainsi dans le peloton de tête des fournisseurs de l'Europe.

La politique volontariste que doit mener le secteur nécessite un appui sans faille des pouvoirs publics. Elle vise à renforcer et développer la compétitivité des entreprises, l'acquisition de compétences nouvelles au

moyen d'une formation professionnelle renouvelée, la responsabilité sociétale, une meilleure maîtrise de la veille économique, la réalisation d'activités à plus forte valeur ajoutée par exemple dans le domaine des vêtements connectés et des tissus intelligents, la diversification des débouchés à l'exportation vers les marchés de l'Europe du Nord. En appui d'une telle stratégie, il faut bien entendu consentir un grand effort de promotion de l'offre de produits et services ainsi que d'attraction des IDE.

En matière de promotion, l'effort public est notoirement insuffisant : il ne représente que 0,02 % des exportations du secteur, soit 4 fois moins que la contribution publique du Maroc pour son secteur textile-habillement !

Année après année, les exportateurs asiatiques gagnent des parts du marché européen. Quel est l'avenir de la Tunisie ?

C'est vrai, les producteurs asiatiques alimentent maintenant 75 % des importations européennes d'habillement alors que la part des pays méditerranéens est tombée à 18 % dont 2,50 % pour la Tunisie. Je remarque surtout que la plupart des concurrents directs de la Tunisie bénéficient de régimes douaniers plus avantageux avec l'Union européenne. C'est notamment le cas du Bangladesh et du Cambodge qui sont maintenant devant la Tunisie comme fournisseurs de l'Europe grâce à un régime nommé « Tout Sauf les Armes » leur permettant d'exporter à droits nuls vers l'UE les vêtements qu'ils fabriquent, quelle que soit l'origine des tissus utilisés. A l'inverse, la Tunisie doit utiliser des tissus de l'espace euro-méditerranéen, en moyenne deux fois plus chers, pour bénéficier des droits nuls. C'est un gros boulet pour sa compétitivité !

La plupart des autres fournisseurs asiatiques bénéficient eux aussi d'avantages douaniers importants, qu'il s'agisse du Vietnam, signataire cette année d'un accord de libre-échange avec l'Europe, du Pakistan éligible au régime SPG+, ou du Myanmar qui a un régime similaire à celui accordé au Bangladesh et au Cambodge.

De même, la Turquie, troisième fournisseur en habillement de l'UE, peut utiliser des tissus de toutes origines et même réexporter vers l'Europe à

droits nuls des vêtements chinois, indiens ou vietnamiens ; ceci au titre de son Union douanière avec l'Union européenne.

Au contraire, si la Tunisie veut utiliser des tissus asiatiques, elle paiera des droits de douane de 12% à l'entrée dans l'UE. Non seulement sur les tissus utilisés mais même sur la valeur ajoutée produite en Tunisie !

La Tunisie demande depuis plusieurs années à bénéficier du même régime que celui dont bénéficient ces pays ; sans succès jusqu'ici ! En réalité, malgré ses déclarations d'amour à la Tunisie, l'Union européenne favorise ses concurrents asiatiques. C'est incompréhensible et inadmissible.

Si l'Europe accordait à la Tunisie les mêmes avantages douaniers, la Tunisie serait moins chère que la Chine ! Sa compétitivité augmenterait d'au moins 20 % sans que cela coûte le moindre euro à l'UE. Et elle serait à nouveau très attractive aux yeux des investisseurs internationaux et recommencerait à créer des emplois au lieu d'en perdre.

Lors de la cérémonie inaugurale de la Conférence Tunisia 2020, le Premier ministre français, Manuel Valls, a souligné que « l'Union européenne doit être à la hauteur des attentes de la Tunisie et lui apporter un soutien massif ».

Espérons que son vœu soit exaucé ! En un mot, que l'Union européenne mette ses actes en harmonie avec son discours et traite au moins aussi bien la Tunisie que le Cambodge ou le Bangladesh. Ce serait pour le textile-habillement, secteur clé pour les équilibres socioéconomiques de la Tunisie, la réalisation d'un énorme bond en avant.

Les enjeux sont considérables, dépassant de très loin la seule question de la filière textile tunisienne. En réalité, il s'agit de partenariat gagnant-gagnant, de prospérité partagée et, finalement, de croissance économique, de stabilité régionale, de sécurité et de paix !

Gianni Zanella : La Tunisie offre de grandes opportunités d'investissement dans le textile

1 décembre 2016



Gianni Zanella , Président de la société « Olimpias », filiale du groupe Benetton.

La Tunisie offre de grandes opportunités d'investissement dans le textile durant les cinq prochaines années, d'autant que le secteur connaît de grands changements et toutes les grandes marques ont besoin de se rattraper

« La Tunisie doit saisir les avantages de sa position géographique et sa proximité des grands marchés européens pour attirer ces investisseurs, a précisé le responsable, interrogé en marge de sa participation au forum « Tunisia 2020 ».

L'homme d'affaires, dont l'entreprise est installée depuis 20 ans dans le pays, avec des sites de production à Monastir, Gafsa et Kasserine a exprimé l'espoir de voir se concrétiser les réformes engagées par la Tunisie, critiquant la lourdeur des procédures administratives due à « une bureaucratie inacceptable ».

Il a fait savoir que son entreprise a engagé des investissements de l'ordre de 3 millions d'euros (7,2 millions de dinars) dans le domaine des nouvelles technologies, pour mieux rationaliser la consommation de l'eau dans le processus de production.

EU approves textile trade deal with Uzbekistan



The International Trade Committee of the European Parliament has approved a textile trade deal with Uzbekistan that had been opposed by anti-slavery activists, who had claimed the deal would see the EU profiting from forced labour in Uzbekistan's cotton industry.

The deal revises a 2011 decision by the European Parliament to put on hold Uzbekistan cotton imports over allegations of child and forced labour in the Uzbek cotton industry.

Posted by Geoff Fisher on 1 December 2016



La Wallonie fera-t-elle capoter l'accord de libre-échange Vietnam-UE ?

Dimanche 11 décembre 2016

Conclu en 2015 et publié en février 2016, l'accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne sera-t-il ratifié comme prévu en 2017 ?

Pas sûr, car le parlement de la Wallonie n'est pas d'accord !

La cible générale des députés wallons ? les modes de négociation de la Commission européenne jugées peu transparents voire opaques, et la quasi-absence de concertation avec la société civile sur le contenu des projets d'accords de libre-échange de l'UE. En un mot, la Wallonie ne veut pas être mise devant le fait accompli par les fonctionnaires européens.

Au-delà de ces questions formelles et de procédure, les députés de Wallonie considèrent même que « le commerce n'est utile que s'il sert le développement durable, la réduction de la pauvreté et des inégalités et la lutte contre le réchauffement climatique ». De quoi mettre en cause la plupart des accords déjà conclus par l'Europe.

Arc-boutés à une « Déclaration de Namur » du 5 décembre 2016, texte cosigné avec une quarantaine d'universitaires américains qui promeut cette philosophie à relents protectionnistes sous de faux airs de solidarité internationale, les représentants politiques wallons ont dans un premier temps cherché à s'opposer à la ratification de l'accord CETA avec le Canada. L'accord UE-Vietnam est maintenant dans leur collimateur.

Cette histoire belge ne fait rire personne : ni du côté de la Commission européenne et encore moins du côté des autorités belges. Car la Wallonie, petite région de 3,6 millions d'habitants, peut sans doute juridiquement et en toute irresponsabilité exercer son pouvoir de nuisance.

Ceci pour empêcher le gouvernement fédéral belge de cosigner en compagnie des 27 autres états-membres l'accord avec le Vietnam et ainsi bloquer sa ratification par l'Union européenne

Jean-François Limantour

Textile industry urged to develop supply chain

Update: December, 10/2016 - 09:00



Vietnamese textile and garment companies should focus more on developing their supply chain to enable them to capitalise on opportunities arising from free trade agreements, a panel discussion heard in HCM City this week. — Photo sgpp.org.vn

HCM CITY — Vietnamese textile and garment companies should focus more on developing their supply chain to enable them to capitalise on opportunities arising from free trade agreements, a panel discussion heard in HCM City this week.

Many foreign investors have been attracted to Việt Nam, especially after the recent signing of free trade agreements, including the EU-Việt Nam FTA, Phạm Xuân Hồng, chairman of the HCM City Association of Garment Textile Embroidery and Knitting, said. The delegates agreed that FTAs bring opportunities but also challenges and risks for Vietnamese companies.

Oliver Massmann, general director of Duane Morris LLC and chairman of legal sector committee of the European Chamber of Commerce in Việt Nam, said the so-called fabric-forward rule of origin under the EU-Việt Nam FTA is a challenge for Vietnamese garment and textile companies.

Việt Nam depends on imported raw materials from China, Korea and Taiwan, and the sector does not create much value addition in the supply chain since it merely does low value-added work such as cut-make-trim services to transform fabric into garments to export, he said. “A domestic supply chain must be established.”

Yarn production must now go together with weaving and dyeing, but environmental protection must be ensured, he said.

The FTAs would result in more foreign investment in Việt Nam in untapped parts of the value chain, and local companies would benefit from the expertise of foreign experts, he said. Hồng said: “Thus far our garment and textile sector has just been doing outsourcing. We were competing through low labour costs, but this is no longer an advantage. We must create new momentum to compete.”

Having reliable raw material sources at home and investment in technology would help create value for the sector, he said.
“Whether we have the TPP or not, the sector will develop as it has for many years.”

The EU, the second largest export market for Vietnamese garments and textiles, offers great opportunities for Vietnamese firms to boost exports, he said. Enterprises in the sector have mapped out measures hoping to enjoy better growth next year and in the years to come, he said.

Richard Hong, CEO of TUV SUV ASEAN, said the Vietnamese food and garment industries have depended long enough on cheap labour and low costs, and “we need to invest in innovation, quality and food safety.”

Sathish Kumar Somuraj, general director of TUV SUD Vietnam, said: “Việt Nam has increased its business opportunities through FTAs with certain main global markets, especially the EU, US, Japan, Korea, and ASEAN. These agreements will not only bring global market access to Vietnamese businesses, it also means Vietnamese manufacturers are expected to comply with more stringent quality and safety regulations.”

TUV SUD and AGTEK have joined hands to help local manufacturers access global markets by offering training and other activities to provide them with an updated and more in-depth understanding of the stringent international quality and safety standards. The panel discussion, titled “How Will Free Trade Agreements Affect Commodity Business Landscape in Việt Nam?”, was among events held to celebrate TUD SUD’s 150th anniversary.

The company is one of the world’s leading service providers in testing, inspection, audit and certification.

In future it would partner with local companies, especially in the garment textile and food-related industries, to help them gain confidence in their product quality so that they can maximise the potential benefits offered by FTAs, Somuraj said.

Hồng said Việt Nam’s garment and textile exports are expected to increase by only 5.5 per cent this year to US\$28.5 billion. — VNS

Last update 14:00 | 18/11/2016

Textile & garment industry cautious about future as Trump wins US election

VietNamNet Bridge - US President-elect Donald Trump is opposed to the Trans Pacific Partnership (TPP) trade agreement. Will this affect Vietnam's textile and garment exports to the US?



The Vietnam Textile & Garment Group (Vinatex), the largest domestic textile & garment producer, is more cautious about its future prospects after hearing news about the US election.

Le Tien Truong, Vinatex's general director, said exports may meet difficulties next year because of Brexit and the victory of Trump.

Vietnam will have to struggle to maintain export growth because of increased competition from Chinese and Bangladeshi exporters, the decrease in global trade, the impact from Brexit and the unpredictability of TPP.

Truong said the export growth rate in the next year may slow down to 5-7 percent from two-digit growth rates in the previous years.

In 2015, the exports from foreign-invested enterprises made up 70 percent of total export turnover.

Vietnam will have to struggle to maintain export growth because of increased competition from Chinese and Bangladeshi exporters, the decrease in global trade, the impact from Brexit and the unpredictability of TPP.

Vitas's chair Vu Duc Giang was once confident when saying that Vietnam has been in a special position in the world market even before it joined TPP.

“Since it joined WTO, the textile & garment industry has been witnessing a high growth rate of 17-18 percent per annum. The figure is expected to rise to 20 percent when TPP takes

effect,” Giang said.

In fact, in the first nine months of 2016, Vietnam's textile & garment export turnover was \$17.8 billion, a 4.6 percent increase compared with the same period of the last year.

This shows a sharp decrease in export turnover growth compared with a 9.5 percent growth rate of the same period last year and the lowest growth rate in the last 10 years.

The US is Vietnam's largest export market which consumes 49 percent of Vietnam's textile & garment export turnover, followed by Japan (12 percent) and South Korea (10 percent).

In 2015, the shares of textile & garment companies such as TCM of Thanh Cong Investment & Trade Company, GMC of Sai Gon Trade & Garment, TNG of TNG Investment & Trade led the market in terms of price increases thanks to the TPP effect.

But the price decreased slightly in three trading sessions after the news about the US election on November 9.

Tran Hai Yen from Bao Viet Securities said Trump may raise tariffs on imports from trade partners. If this happens, exporters to the US, including Vietnam, would be affected.

International Denim Exhibition At Vietnam In June 2017

22

Nov '16



Courtesy: [Denimsandjeans](#)

The continuously increasing importance of denim in the apparel industry in Vietnam brings out another edition of Denimsandjeans shows at HCMC in June 2017. With the first Denim Show in Vietnam launched by the Denimsandjeans.com team from India, the second edition in June 2017 brings some of the leading denim jeans and fabric companies besides chemical, accessory and other suppliers in the denim supply chain. Over 50 companies from Vietnam, China, Indonesia, Hong Kong, India, Pakistan, Bangladesh, Brazil, Italy, Switzerland, Japan, Thailand, Taiwan and some other countries are expected to participate in the show.

Vietnam exported about \$27 billion of apparel and textiles in 2015 and is expected to grow to \$30 billion in end of 2016. Denim is increasingly taking a share in these exports. "Vietnam is one of the fastest growing denim destinations globally and through our denim shows we enable the International Denim Industry to see the immense potential of this important denim sourcing location", said Sandeep Agarwal, Founder of Denimsandjeans.com.

The first and the maiden international denim show in Vietnam was held in June 2016 by Denimsandjeans and the second edition with the theme Street Style seeks to highlight the importance that denim holds in the realms of street play. The [trend](#) area, the booths and the whole look of the show would reflect the importance of denim in Street Styling.

Ever since the Denimsandjeans.com website was setup in the year 2007, there was always an Endeavour to bring out knowledge sharing and business developing platforms in some way or the other. Sandeep Agarwal - the founder - was inspired to start this website to share denim knowledge with the world. It further led to launch of the First Denim Shows in Bangladesh and Vietnam. The company has also launched De-Brands: the first online denim show at their portal and are enabling the buyers and suppliers to interact for business online.